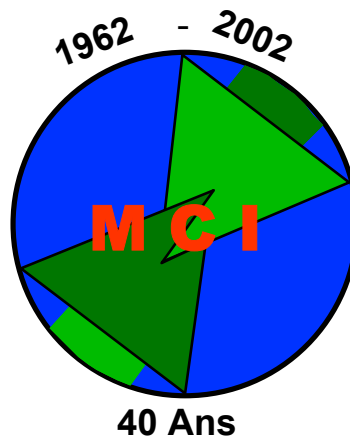


**Quelle coopération pour quel développement?**

**Quel partenariat pour quel développement?**

**La parole au Sud**



**Synthèse des séminaires internationaux  
du 14 et 15 Novembre 2002**

**M**ouvement pour la **C**oopération **I**nternationale

C/O Maison des Associations  
15 Rue des Savoises  
1205 Genève / Suisse

Tél: 0041 22 320 2902  
Email: [mci@mci.fgc.ch](mailto:mci@mci.fgc.ch)  
Web: [www.mci.fgc.ch](http://www.mci.fgc.ch)

*Combien de routes un homme doit-il parcourir  
Avant que vous ne l'appeliez un homme?  
Oui, et combien de mers la colombe doit-elle traverser  
Avant de s'endormir sur le sable?  
Oui, et combien de fois doivent tonner les canons  
Avant d'être interdits pour toujours?  
La réponse, mon ami, est soufflée dans le vent,  
La réponse est soufflée dans le vent.*

*Combien de fois un homme doit-il regarder en haut  
Avant de voir le ciel?  
Oui, et combien d'oreilles doit avoir un seul homme  
Avant de pouvoir entendre pleurer les gens?  
Oui, et combien faut-il de morts pour qu'il comprenne  
Que beaucoup trop de gens sont morts?  
La réponse, mon ami, est soufflée dans le vent,  
La réponse est soufflée dans le vent.*

*Combien d'années une montagne peut-elle exister  
Avant d'être engloutie par la mer?  
Oui, et combien d'années doivent exister certains peuples  
Avant qu'il leur soit permis d'être libres?  
Oui, et combien de fois un homme peut-il tourner la tête  
En prétendant qu'il ne voit rien?  
La réponse, mon ami, est soufflée dans le vent,  
La réponse est soufflée dans le vent.*

*Bob Dylan\**

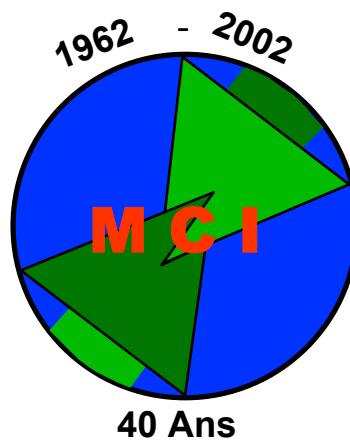
---

\* Titre originel de la chanson : "Blowing in the wind "

**Quelle coopération pour quel développement?**

**Quel partenariat pour quel développement?**

**La parole au Sud**



**Synthèse des séminaires internationaux  
du 14 et 15 Novembre 2002**

**M**ouvement pour la **C**oopération **I**nternationale

C/O Maison des Associations  
15 Rue des Savoises  
1205 Genève / Suisse

Tél: 0041 22 320 2902  
Email: [mci@mci.fgc.ch](mailto:mci@mci.fgc.ch)  
Web: [www.mci.fgc.ch](http://www.mci.fgc.ch)

## Remerciements

Le Mouvement pour la Coopération Internationale (MCI) veut remercier toutes les personnes qui, par leurs efforts et leur participation bénévole, ont rendu possible la commémoration de ses 40 années d'activité dans le monde de la coopération et de la solidarité.

Il remercie aussi la Fédération Genevoise de Coopération pour son soutien financier, qui a permis la réalisation de ces rencontres du mouvement avec et entre partenaires aux origines si diverses mais qui partagent une même réalité globale et des principes d'action communs, lui donnant par la même occasion la possibilité de retrouver ses sympathisants et le public romand en général.

Il remercie, finalement, toutes celles et tous ceux qui ont permis de mener à bien cette brochure, fruit direct des rencontres du 40<sup>e</sup>, qui se veut humblement support et moyen de transmission de ces quelques voix du Sud, de leurs attentes et de leurs convictions.

Mouvement pour la Coopération Internationale (MCI),  
membre de la Fédération Genevoise de Coopération,  
novembre 2003, Genève, Suisse

## AVANT-PROPOS

*Quarante ans, c'est l'âge du MCI. L'envie de faire un bilan, certes, mais aussi de prendre le temps de s'interroger par rapport à l'avenir. Cette réflexion nous avons voulu la commencer avec nos partenaires du Sud. En novembre 2002, nous les avons invités à venir s'exprimer, au cours de deux soirées, sur les thèmes du développement, de la coopération et du partenariat.*

*Cette brochure veut refléter les interventions des uns et des autres. Nous avons aussi inclus les textes que certains d'entre eux nous ont remis. L'introduction reprend les mots prononcés par la Présidente du MCI lors de l'ouverture de la première soirée : elle évoque les projets soutenus actuellement par le mouvement, présente les personnes qui y sont engagées et explique les raisons pour lesquelles notre organisation a voulu célébrer ses 40 ans. Pour rappeler l'état du monde en ce début de millénaire, nous avons repris quelques données trouvées au "Palais de l'équilibre", l'un des pavillons neuchâtelois de l'Exposition nationale.*

*Par souci de cohérence, nous avons choisi un regroupement par thème plutôt que par pays. Une première partie passe en revue les réalités locales telles qu'elles ont été présentées par les intervenants. Le lecteur fera le lien avec le tableau chiffré placé en annexe\*, qui permet de comparer la diversité des situations des pays dont ils sont originaires. Les thèmes du développement, de la coopération et du partenariat occupent chacun une partie spécifique.*

*Cet anniversaire est aussi pour le MCI l'occasion de rappeler ce qu'il a fait au cours de ces quarante années d'existence, notamment les projets qu'il a soutenus. Le lecteur trouvera en fin de document une liste de ces projets. Cette action a été rendue possible parce que le Mouvement a trouvé un appui au sein de la FGC, à travers laquelle il a reçu des aides des collectivités publiques. Nous tenons à exprimer notre reconnaissance à tous ceux, \_ et ils sont nombreux \_, qui nous ont aidés.*

---

\* Tableau contenant des données chiffrées relatives aux pays dont sont originaires les partenaires et orateurs du 40<sup>e</sup> anniversaire du MCI, page 67.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>AVANT-PROPOS.....</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>6</b>
<b>I - LES REALITES LOCALES.....</b>	<b>9</b>
AU BRESIL, LULA PRESIDENT.....	9
L'AMAZONIE, LES REVES LES PLUS FOUS .....	12
EN ARGENTINE : LE PROCESSUS DE MARGINALISATION DES PETITS PRODUCTEURS ...	13
LES PROBLEMES COMMUNS DANS LES PAYS ASIATIQUES.....	14
L'INDONESIE, UNE DEMOCRATIE A CONSTRUIRE .....	16
L'AFRIQUE UNE FILLE QUI PLEURE .....	17
<b>II - LE DÉVELOPPEMENT .....</b>	<b>20</b>
ETRE LE SUJET DE SON PROPRE DEVELOPPEMENT .....	20
DONNER LA PRIORITE AUX EXCLUS .....	23
LES INDIGENES ET L'ECOSYSTEME AMAZONIEN .....	25
UN CHEMIN VERS L'AUTOSUFFISANCE ECONOMIQUE .....	27
UNE RAISON MATERNELLE POUR LE DEVELOPPEMENT .....	27
LA SPIRITUALITE ET LA MONDIALISATION .....	29
L'ETRE HUMAIN DANS LA MONDIALISATION .....	29
<b>III - LA COOPÉRATION.....</b>	<b>31</b>
UN ECHANGE COTE D'IVOIRE - BURKINA.....	31
TROUVER UN SYSTEME ALTERNATIF .....	34
DES CAMPAGNES DIFFICILES .....	35
RENFORCEMENT DES CONVERGENCES.....	36
LA RECONQUETE DES DROITS A LA CITOYENNETE .....	37
LA COOPERATION SOLIDAIRE STRATEGIQUE.....	38
<b>IV - LE PARTENARIAT .....</b>	<b>43</b>
ENRICHISSEMENT A TRAVERS L'ECHANGE .....	43
UN CLIMAT DE DIALOGUE .....	44
LA COOPERATION ET LES PARTENARIATS POUR LE DEVELOPPEMENT .....	45
UN DEBUT DE COLLABORATION DIFFICILE.....	47
<b>RENOVER LA COOPERATION.....</b>	<b>48</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>51</b>
HISTOIRE DU MCI.....	51
QUELQUES DONNEES BIOGRAPHIQUES .....	58

## *L'humanité en quelques chiffres \**

***En janvier 2002 : 6'196'141'294 habitants se partagent la planète.***

***1 Homme sur 2 vit en ville.***

(En 2025, 90 % des urbains vivront dans les pays en développement.)

***1 Homme sur 4 vit avec moins d'1 Euro par jour.***

(Les 225 personnes les plus riches possèdent l'équivalent de ce que gagne annuellement la moitié la plus pauvre de l'humanité.)

***1 Homme sur 4 boit de l'eau polluée.***

(3,3 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent tous les ans de maladies liées à l'eau.)

***1 Homme sur 6 est analphabète.***

(80 % des illettrés sont des femmes.)

***1 Homme sur 9 souffre de malnutrition chronique.***

(40 millions de décès par an sont liés à la faim.)

***1 Homme sur 10 possède une voiture.***

(Il y a 1 voiture pour 2 personnes en Suisse, 1 pour 300 personnes en Chine.)

***1 Homme sur 13 est internaute.***

(Les Etats-Unis représentent 40 % des connexions à Internet, l'Amérique latine 4 %.)

***1 Homme sur 176 est atteint du sida.***

(En Afrique du Sud, 2 adolescents sur 3 mourront du sida avant l'âge adulte.)

***1 Homme sur 269 est protégé par le Haut Commissariat pour les Réfugiés.***

(75 % des réfugiés sont des femmes et des enfants.)

---

\* EXPO 02 - Exposition nationale – 15 mai / 20 octobre 2002 ; la Confédération helvétique à Expo 02 ; Palais de l'Équilibre, Arteplage, Neuchâtel, Suisse.

## INTRODUCTION

Depuis plusieurs mois déjà, le Mouvement pour la coopération Internationale (MCI) attendait cet événement avec fébrilité et un peu d'angoisse. L'équipe du MCI peut maintenant laisser éclater toute la joie contenue pendant l'attente et exprimer son allégresse. Et ceci pour de multiples raisons.

La plupart de nos partenaires sont venus. Je pense notamment à : **Berthe** et **Bernard Akakpo**, avec qui le MCI a fait ses premiers pas dans sa vie d'ONG. Premiers pas marqués par beaucoup de réflexions communes, de confrontations et de fêtes aussi. C'est avec joie que l'on constate que la Communauté artisanale du Togo (COMAT) existe toujours.

Je salue la présence de la déléguée du Centre d'action communautaire (CEDAC) de Rio de Janeiro au Brésil, **Angelina de Oliveira**, une amie de longue date. Angelina a milité dans les mêmes mouvements de jeunesse que certains membres du MCI. Notre histoire, Angelina au Brésil, nous à Genève, a beaucoup de points communs.

Sont aussi présents nos amis de la Coordination des organisations indigènes d'Amazonie brésilienne (COIAB): **Domingo Barreto**, **Jecinaldo Barbosa Cabral** et **Silvio Cavuscens**. La COIAB est la plus grande institution de défense et de représentation des peuples indigènes auprès des instances nationales et internationales au Brésil. La COIAB représente plus de 200 ethnies pour une population de 205 000 personnes.

Notre collaboration avec la COIAB date d'une dizaine d'années. Pour le MCI cela a représenté la découverte d'un autre univers ainsi que d'un territoire qui, par sa dimension, nous donne le vertige. Nous poursuivons, avec grand plaisir, notre chemin avec eux.

Avec tous les Brésiliens, nous espérons que l'avènement de Lula à la présidence amènera un changement pour le Brésil et que "l'espérance continue à vaincre la peur" comme le dit votre président élu.

Nous accueillons, ensuite, nos amis d'Haïti : **Tamar Denizar Gauthier** et **Enoch Pierre François** de l'Association protestante recherche action (APRA). Haïti a toujours été présent dans l'histoire du MCI. En effet, à ses débuts, le MCI a accueilli une dizaine d'Haïtiens à Genève et les a accompagnés dans leurs études pendant plusieurs années. Le MCI collabore avec l'APRA dans des programmes d'éducation et de formation de formateurs. Nous avons suivi et lu avec beaucoup d'émotion leurs travaux, qu'ils ont appelé "Histoires de vie".

Je souhaite la bienvenue à nos amis de la Corporation Educative CLEBA : **Dora Nelly Medina** et **Antonio Sánchez Matteos** qui viennent de cette Colombie tellement meurtrie par des conflits douloureux et par des catastrophes naturelles. CLEBA travaille à l'éducation, en faveur des femmes d'Itagüi, près de Medellin. Leur but, à long terme, est de favoriser la participation des femmes dans les organisations communautaires ; travail de fourmi, de patience et de dignité.



Bienvenue aussi à nos amis argentins de la coopérative des producteurs de laine en pays Mapuche "Quiñe Raquizam" : *Nancy Poirier* et *Ramón Quidulef*. Tous deux viennent de la province de Neuquén, située au contrefort est de la Cordillère des Andes. Les premiers habitants de cette région appartenaient au peuple Mapuche.

Aux problèmes liés à la propriété de la terre, s'ajoutent ceux de la distance qui sépare ses habitants et des conditions de production difficiles. Cette situation touche aussi la population rurale créole établie sur les terres situées au sud et au centre de la province.

Saluons, enfin, *María Rosa Paviola* de Planta d'Akhenaton, Centre de diagnostic et de réhabilitation intégrale. María Rosa vient de San Francisco de Córdoba, en Argentine. Un des buts de l'institution est d'améliorer la vie des enfants à travers l'intégration sociale et productive, dans l'espoir d'éviter la désertion scolaire.

Permettez-moi, maintenant, de saluer chaleureusement nos amis du Centre Lebret, de la COTMEC, de la Fédération genevoise de coopération ainsi que les représentants d'ONG liées à la FGC ou encore de la Maison des associations, les amis qui ont intégré le MCI dans ses premières années et, naturellement, vous tous qui nous soutenez.

C'est aussi l'occasion de remercier les autorités fédérales, cantonales et communales qui nous soutiennent financièrement depuis de longues années. Je remercie Madame Cohen, représentante du Département Cantonal de l'économie, de l'emploi et des affaires extérieures, de sa présence ici ce soir. Merci à la Fédération genevoise de coopération, avec laquelle nous sommes très liés depuis sa fondation, le MCI étant un de ses membres fondateurs. Les membres du MCI ont occupé et occupent des responsabilités dans ses différentes instances.

Bien que nous soyons dans la joie, nous n'oublions pas nos amies et amis décédés, amis qui ont contribué à faire du MCI ce qu'il est devenu aujourd'hui. Nous pensons à *Jean Brülhart*, co-fondateur de notre mouvement ; par sa pensée rigoureuse et prophétique, il a stimulé les premières décennies du MCI de façon intense. Plusieurs amis haïtiens des premières heures nous ont quittés. *Irony* et *José Cardoso* dit « *Ferreirinha* » du Brésil, aujourd'hui disparus, ont été l'âme du CEDAC et des amis très proches du MCI. Nous pensons à *Jean Blanc* qui est décédé dans un accident d'avion au Sénégal. Nous n'oublions pas, non plus, nos amis du Vietnam, *Hâu* et *Nghiep* de la coopérative de Don Ket, victimes d'un accident de la route, qui ont su nous transmettre, de leur voix forte et claire l'idée du développement qu'ils souhaitaient pour l'Asie. Avec leur coopérative nous avons eu une collaboration courte mais très intense, que nous espérons pouvoir reprendre dans l'avenir.

Je salue également tous les intervenants, faisant partie du réseau du MCI, et les remercie de nous consacrer de leur temps : *Marcos Arruda* du Brésil, *Basile Mahan Gahé* de la Côte d'Ivoire, *Darwis Khudori* et *Ita Fata Nadia* de l'Indonésie et *Daniel Vermuss* animateur du débat. Nous pensons aussi à toutes les personnes anonymes qui travaillent pour une société plus juste.

## **Pourquoi le MCI a-t-il décidé de marquer ses 40 ans ?**

Pour prendre le temps d'être ensemble avec nos partenaires, le temps de les écouter, de leur donner la parole, une parole que nous souhaitons "libre". Prendre le temps également de la fête, leur laisser le temps de se connaître et, qui sait, d'établir des liens.

Pour se souvenir d'hier et penser aujourd'hui. Il est vrai que la situation internationale ébranle sérieusement notre capital confiance et que nous avons de grands moments de découragement. Mais, il est aussi vrai que nous rencontrons et collaborons avec des femmes et des hommes qui savent encore ce que signifie le bien commun ; et qui le posent comme objectif à atteindre dans nos sociétés multiples et diverses.

Aujourd'hui, il n'est plus possible de penser et de réaliser le développement dans les mêmes termes qu'aux débuts de notre mouvement. Dans les années 60, le MCI se situait dans la mouvance de l'indépendance, dans "l'après colonisation". Nous vivions une certaine euphorie ; on parlait de décennie du développement. Néanmoins, les valeurs initiales du MCI restent pour nous toujours valables et même primordiales. Le respect de l'homme dans toute sa globalité, l'importance d'être insérés dans ce que l'on appelait notre milieu de vie. Cela nous le réaffirmons toujours.

Il y a 40 ans, nous parlions d'agir sur les structures politiques et économiques de nos pays ; aujourd'hui nous parlons de citoyenneté. Lorsque nous parlons de coopération et de développement aujourd'hui nous sommes confrontés à la mondialisation, à la politique de l'OMC et à celle de la Banque Mondiale et du FMI, au problème de la dette, au manque de démocratie, à la course au pétrole, aux problèmes liés à l'immigration, à la fraude fiscale, au racisme, à la violence, à l'eau, et j'arrête ici cette longue liste de problèmes. Les espoirs d'aujourd'hui passent, entre autres, par Seattle, Porto Alegre et, tout récemment, le Forum de Florence.

Le moment est venu d'élargir le débat et d'approfondir les diverses analyses. Toutes ces questions, nous ne pouvons les ignorer. Pour le MCI c'est aussi l'heure de la réflexion et de l'interrogation et heureusement nous ne sommes pas seuls dans cette quête. Cette réflexion nous la commençons ce soir avec nos partenaires et avec vous tous. En gardant comme objectif, en toile de fond, ce que disait Hans Küng : *"Etre véritablement homme, être humain, ce pourrait être un simple slogan, une formulation élémentaire ; mais cela va au-delà de l'anecdotique, rejoint le sens de la vie et nous pouvons le partager avec nos contemporains aux origines les plus diverses quant à la nation, la culture et la religion"*.

Nous espérons, avec nos partenaires, continuer à marcher ensemble vers des objectifs communs. Pour finir, un petit clin d'œil : Ces jours-ci, à la cathédrale de St Pierre à Genève, on vient d'inaugurer une cloche du nom d'Espérance, excellent augure pour notre rencontre !

(Message de bienvenue prononcé par la Présidente du MCI, Madame Christiane Escher)

## I – LES REALITES LOCALES

La coopération s'inscrit dans des contextes très divers. Au-delà de traits communs, les réalités locales, régionales, nationales ou continentales sont très diverses. Il est nécessaire de tenir compte de ce contexte quand une ONG du Nord veut entreprendre une coopération, soutenir un projet ou engager un partenariat avec une association du Sud. Les quelques pages qui suivent veulent illustrer cette diversité.

### **Au Brésil, Lula président**

*Marcos Arruda*

Le contexte actuel est celui d'un changement conjoncturel important, avec l'arrivée au pouvoir du Président élu au Brésil, Luis Inácio Lula da Silva, et la formation d'un gouvernement engagé en priorité avec le social.

Le gouvernement Lula est une victoire significative non pas seulement pour le peuple brésilien, mais pour tous les peuples du monde. Il représente les travailleurs, et généralement, ceux-ci ne sont pas élus président de la république.

Cet événement historique va avoir des conséquences pour tout le monde. Avoir décidé l'éradication de la faim comme étant la première des priorités de la politique publique nous donne déjà le signal de la direction que prendront les politiques du nouveau gouvernement. Celui-ci est le porteur d'un immense espoir de salut pour le peuple et la nation brésilienne après huit ans de gouvernement Cardoso.

Le défi que l'Histoire met dans les mains du gouvernement Lula consiste à dépasser le développement aliéné par un vigoureux projet de développement propre au Brésil, autogestionnaire, participatif et, en même temps, solidaire avec les peuples d'Amérique latine, des Caraïbes ainsi que du Sud Global.

D'un autre côté, Cardoso a dirigé un gouvernement qui a le plus pillé l'économie du pays et engendré le plus de souffrances pour la majorité travailleuse. L'héritage que Cardoso laisse à Lula est désastreux.

Nous avons conquis le pouvoir de l'État, mais le pouvoir n'est pas là, il est avec les forces économiques financières et les médias. On va devoir construire un autre type de rapport pour pouvoir gouverner, qui commence avec cette diversité, mais qui petit à petit s'affirme avec de nouveaux projets de développement.

## **Le développement aliéné et les dettes du Sud et du Nord**

### **Les dettes financières et la récession**

Le Brésil présente une dette extérieure de US\$ 230 milliards [Cf. *annexe*] ; une dette intérieure excédant les R\$ 800 milliards, dont 40 % indexée au dollar américain ; un produit intérieur brut (PIB) qui a chuté de US\$ 800 milliards en 1998 à 550 milliards au milieu de 2002 ; un déficit commercial accumulé en sept ans de US\$ 23,5 milliards.

La charge de l'impôt est passée de 28,47 % du PIB en 1995 à 34,36 % en 2001, provoquant ainsi un transfert brutal des revenus des contribuables vers les créanciers de l'Etat brésilien ; les taux d'intérêt réels les plus élevés au monde et un budget public qui consacre 50 à 60 % de sa recette totale pour payer les charges et les intérêts des dettes.

### **La dette sociale**

En résumé, le mauvais héritage de Cardoso inclut d'énormes dettes financières d'un côté et, de l'autre, une dette sociale encore plus grande dont le créancier est le peuple brésilien.

Cette dette s'exprime de plusieurs façons : l'augmentation du nombre de personnes sous-alimentées qui est passé de 47,2 millions en 1994 à 59 millions en 1999 selon l'IPEA (Institut de recherche d'économie appliquée à Brasilia et Rio de Janeiro) ; la persistante concentration des revenus, une des plus grandes au monde (en 1998, les 10 % les plus riches se partagent 48 % des revenus du pays tandis que qu'aux 50 % les plus pauvres ne sont attribués que 12,3 %) ; les maladies associées au manque d'assainissement ont tué plus que la criminalité au Brésil pendant les années de Fernando Henrique Cardoso (FHC).

Les investisseurs et les agences internationales prévoient un moratoire des paiements externes brésiliens pour le premier semestre 2003. Et le nouveau gouvernement est conscient de ne pas pouvoir céder aux pressions du Fonds Monétaire International (FMI), dans le contexte de l'accord conclu en août 2002, pour élever encore plus le "surplus primaire" (la différence entre les recettes et les dépenses de l'Etat avant paiement de la dette). Cette invention perverse du FMI a pour but de comprimer les dépenses publiques pour libérer des ressources en réponse à la seule vraie priorité du gouvernement Cardoso : le paiement ponctuel des dettes financières pour être en bons termes avec les banquiers nationaux et internationaux.

Selon la Fondation Nationale de la Santé, en 1999, dans le Grand Sao Paulo 10'844 personnes, soit 29 par jour, ont succombé à ces maladies, contre 10'116 mortes par homicide. A ce moment-là, le Gouvernement fédéral, obéissant aux priorités du traitement des dettes et en accord avec le FMI, a dépensé seulement 9,46 % du budget prévu pour l'assainissement.

Le pouvoir d'achat du salaire minimum a diminué de 36,2 % de 1989 jusqu'en décembre 1999, l'année pendant laquelle ce salaire avait été attribué à 15 millions de travailleurs. Le chômage a atteint en 2002 des niveaux alarmants (plus de 20 % dans le Grand Sao Paulo, la région la plus riche et dynamique du pays). En 2000, le Brésil a été classé 8e pays au monde en termes de PIB et 125e en termes de santé.

Le combat contre la pauvreté sous le gouvernement FHC, s'est traduit par quelques programmes sociaux, par exemple : la bourse-école, la bourse-alimentation, l'éradication du travail des enfants, la rente mensuelle de survie pour personnes âgées et invalides.

Ces programmes, et d'autres, n'ont pas été accompagnés par une action politique sur les facteurs d'appauvrissement. Cela a maintenu le divorce entre l'économie, toujours plus privatisée et tournée vers le profit, et les besoins de la société. A ces dettes se sont ajoutées la dette historique<sup>1</sup> et la dette écologique<sup>2</sup>.

Le grand défi du gouvernement Lula est celui de construire un pacte social autour de la nouvelle priorité : le combat contre la faim, afin de convaincre le FMI et les créanciers qu'il y a une modification à faire dans la politique d'ajustement structurel. Le paiement des intérêts devra céder à la nouvelle priorité.

Le gouvernement Lula devra être ferme pour exiger que les ressources libérées par le FMI soient utilisées pour des investissements dans l'activité productive ou les programmes sociaux, élevant ainsi le pouvoir d'achat de la population, et non pas dans le paiement de la dette extérieure.

Les principaux assistants économiques de Lula déclarent que la dette est gérable ; mais les indicateurs socio-économiques, politiques et financiers montrent qu'en cas d'arrêt de l'entrée de nouveaux prêts et d'investissements extérieurs, il y a un grand risque d'insol-

vabilité. Il serait alors impossible de rendre compatibles les niveaux actuels de paiements extérieurs avec la priorité du combat contre les racines de la faim.

Sur le plan international, l'Amérique latine et les Caraïbes se voient assiégées, comme jamais auparavant, par la stratégie des Etats-Unis, qui vise à soumettre le continent à leurs intérêts économiques et géopolitiques.

"L'ALCA, le surendettement et la militarisation sont les trois axes stratégiques complémentaires d'un seul projet d'expansion et de consolidation de l'empire nord-américain. Tous les trois sont au service des objectifs de subordination monétaire du continent au dollar des Etats-Unis. C'est aussi le pillage, le contrôle et l'usufruit de nos ressources naturelles et génétiques, de nos richesses, par les entreprises transnationales. C'est encore la soumission productive et commerciale de nos économies et le pouvoir géopolitique sur le continent convertissant les droits à la souveraineté nationale et populaire et à l'autodétermination en choses du passé." (Campagne Jubilé sud, "Déclaration de Quito", mai 2002).

Avec la globalisation néo-libérale, nous percevons une "latino-américanisation" accélérée de la majorité travailleuse de l'hémisphère Nord, victime du chômage et de la marginalisation. Les conséquences vont du désespoir et du suicide des travailleurs pères de famille jusqu'à l'augmentation de la violence urbaine, la perte du sens de la vie parmi les jeunes et la dépendance croissante de programmes publics compensatoires.

<sup>1</sup> Voir la lettre du cacique aztèque Guaipuro Cuauhtémoc, du Mexique, à la Conférence des Chefs d'Etat de l'Union européenne, Amérique Latine et Caraïbes, Madrid, mai 2001 – Caravana, n° 9, novembre 2001, Alianza por un Mundo Responsable, Plural y Solidario, Espagne, p.7 ; et Paulo Schilling, Dívida Externa : Quem são os Devedores ? dans "Dívida Externa e Igrejas, Uma Visão Ecumênica", CEDI, Rio de Janeiro, 1989.

<sup>2</sup> Voir Jean Pierre Leroy, 1999, A Dívida Ecológica, Fase, Rio de Janeiro (fichier électronique) et No More Looting : The Third World is Owed an Ecological Debt, 2000, Friends of the Earth, Londres (fichier électronique).

La division sociale du monde aujourd'hui prévaut sur la géographie, en configurant un Sud Global, constitué par les femmes et les hommes travailleurs, exclus du Sud et du Nord, et un Nord Global composé par les élites de tous les continents, dont les revenus proviennent plus du capital qu'elles contrôlent et moins de leur propre travail.

Un mouvement se dessine dans tout le continent américain qui, non seulement s'oppose à ce projet de domination par la plus grande puissance globale, mais propose, comme paradigme, une intégration et une globalisation basées sur les valeurs de respect de la diversité culturelle et nationale des peuples, ainsi que sur la collaboration solidaire entre eux.

## **L'Amazonie, les rêves les plus fous**

*Jecinaldo Barbosa Cabral*

L'Amazonie a toujours été le point de mire de processus quelque peu étranges de développement ; source des rêves les plus fous et des entreprises comportant des conséquences catastrophiques pour la population et pour l'environnement.

Avec l'avènement de la colonisation, plusieurs peuples indigènes furent exterminés. Ceux qui avaient résisté furent détruits aux cours des guerres et les survivants, capturés et enfermés dans des villages, forcés au travail sous forme d'esclavage.

Au XIX<sup>ème</sup> siècle, un processus d'occupation violente de l'Amazonie a commencé par l'exploitation du caoutchouc, ce qui a provoqué le déplacement de grands contingents de travailleurs provenant principalement du Nord-est du Brésil.

Dans les années 60, l'Amazonie a été à nouveau visée par un processus de développement ayant pour but d'intégrer cette région au restant du pays, avec le slogan : "Intégrer pour ne pas donner". Ceci dans la perspective d'occuper cette région du monde considérée comme un « no man's land », car les peuples indigènes et d'autres populations traditionnelles ne comptaient pas.

Plus récemment, sous l'emprise du Président Fernando Henrique Cardoso, l'histoire se répète avec l'implantation du Programme "Avance Brésil" qui préconise le développement des régions Nord et Nord-est du pays.

Il s'agit fondamentalement de : la consolidation du système routier avec la construction de nouvelles routes ; l'extension du réseau de production d'énergie, avec la construction de nombreuses usines hydroélectriques d'ici 2012 ; l'exploitation du gaz naturel à Urucu, dans l'Etat de l'Amazonas ; l'implantation d'un large système de transport fluvial pour l'exportation du soja et du coton ainsi que d'autres produits de monoculture extensive provenant du centre-ouest du pays.

Nous avons remarqué que le modèle de développement est toujours le même, selon lequel les mêmes pratiques sont utilisées, notamment l'exploitation sans discernement des ressources naturelles et l'implantation de méga projets aux impacts sociaux et environnementaux gigantesques, dont les bénéficiaires profitent à une minorité d'entreprises de capital étranger (tel le projet de Vigilance de l'Amazonie - SIVAM, implanté par une entreprise américaine).

## En Argentine : le processus de marginalisation des petits producteurs

*Nancy Poitiers*

L'Argentine est un pays où le développement de l'économie s'est pratiquement arrêté il y a 25 ans. Le modèle libéral, subordonnant notre économie au capital étranger a détruit tout le potentiel productif des petits et moyens producteurs. Aujourd'hui, ce modèle déjà complètement épuisé, les alternatives politiques et économiques viables ne sont pas au rendez-vous. Le poids de la dette extérieure et intérieure limite toutes les possibilités d'instaurer des politiques favorables au développement économique. Il n'y a pas, à notre avis, de solutions faciles, simples ou à court terme.

Cette situation a frappé rudement les membres de notre coopérative. Le processus de marginalisation et de paupérisation des petits producteurs s'est aggravé dans la mesure où l'Etat a abandonné toute politique de soutien à ce secteur. Il a imposé des exigences fiscales et a mis des obstacles à la commercialisation, tout en laissant le petit producteur sans protection face à la concurrence des grands propriétaires terriens et des entreprises transnationales. Les programmes de développement rural de l'Etat n'ont jamais été également accessibles pour tous.

Ceci a provoqué, ces 25 dernières années, l'exode massif des paysans vers les villes. La ville ne leur aura apporté qu'une perte d'identité. La récession qui sévit en Argentine a touché tous les secteurs. Jamais dans toute son histoire, le pays n'avait vécu un processus d'appauvrissement d'une telle ampleur.

Pour la première fois on est confronté à la famine dans un pays qui possède tout le potentiel pour nourrir sa population. [Cf. annexe].

En ce qui concerne notre coopérative, le développement productif est directement lié aux politiques de l'Etat central et du gouvernement local. Depuis plusieurs décennies, l'Etat a préféré développer une politique de subsides destinée plutôt à assurer la subsistance minimale des secteurs pauvres de la population et des petits producteurs qu'à encourager la production. En d'autres termes : maintenir la pauvreté à la limite de la faim.

En tant que producteurs de laine et de poil, nous sommes assujettis aux prix et aux normes de qualité de plus en plus exigeantes du marché mondial. Nous sommes aussi tributaires des conditions imposées par la nature (inondations, neige hors saison, gelées, etc.).

Dans de telles conditions, notre coopérative ne peut pas développer une indépendance économique.

Même la production traditionnelle de laine et de poil, dont la qualité a été notablement améliorée signifiant un saut pour la commercialisation, n'est pas auto-soutenable. C'est-à-dire, la coopérative n'a pas la capacité de surmonter les périodes de baisse de prix. Les projets de diversification productive, qu'elle a développés à cette fin, n'arrivent pas non plus à faire face aux variations imposées par le marché et la situation économique du pays.

## **Une politique tricheuse**

*Ramon Quidulef*

La province de Neuquèn, située sur les contreforts argentins de la Cordillère des Andes, compte quatre millions et demi d'hectares de terres de l'Etat, où vivent sept communautés comprenant dix mille indigènes.

Ces dernières années, beaucoup de ces terres ont été privatisées. Dès ce moment, l'indigène est dépossédé de ses biens et subit des impositions. Seulement 15% de la communauté bénéficie encore de ses terres.

L'assistance de l'Etat nous donne 500 pesos par mois et nous devons nous débrouiller pour faire vivre une famille : Le prix du pétrole est bien plus cher qu'ailleurs ; nous avons de grands problèmes pour nos déplacements et pour faire fonctionner nos machines. Un sac de 1 kg de farine valait 6 pesos il y

a sept mois, aujourd'hui il vaut 85 pesos : le subside est insignifiant.

C'est une politique tricheuse, créant une marginalisation dans une situation où les gens n'arrivent pas à survivre.

Un problème se pose, tant pour les indigènes que pour les « criollos » : nous ne sommes pas capables de nous unir. Les organisations existantes, même celles appuyées par le gouvernement, ont été détruites. Cela n'affecte pas seulement le travail de la terre mais aussi la survie même des peuples.

Il n'y a pas que les Mapuches argentins qui sont exploités ; il faut tous nous unir où nous le serons encore plus dans l'avenir.

Je remercie le MCI de nous encourager dans notre lutte, cela nous rend confiants.

## **Les problèmes communs dans les pays asiatiques**

*Darwis Khudori*

Il est difficile de parler des problèmes communs dans toute l'Asie, car le continent est très vaste, et les pays sont très divers. Si quelques pays sont très prospères tels que le Japon, Singapour, la Corée du Sud, d'autres sont très pauvres, comme le Bangladesh, le Cambodge, le Laos. Dans certains pays comme l'Inde et les Philippines, la démocratie s'est installée depuis longtemps, toutefois d'autres sont toujours sous le régime policier tels que la Chine, la Birmanie, le Vietnam.

S'il y a des pays marqués par une homogénéité culturelle tels que le Japon, la Corée, d'autres sont composés de divers groupes ethnolinguistiques, comme l'Inde, l'Indonésie et la Birmanie.

Donc, si nous voulons parler des problèmes communs dans les pays asiatiques, il faut les chercher parmi les phénomènes qui s'imposent partout dans tous ces pays : l'industrialisation, l'urbanisme et la migration.



## **Industrialisation**

Il est inévitable que la technologie la plus avancée remplace, tôt ou tard, la technologie la moins avancée, partout et dans tous les domaines : transport, communication, agriculture, manufacture.

L'industrialisation de la plupart des pays asiatiques a commencé à l'époque coloniale, avec l'extension de l'industrialisation de l'Europe au XIX<sup>ème</sup> siècle. Elle s'est ralentie avec leur indépendance, après la Seconde Guerre mondiale.

L'accélération de l'industrialisation, depuis les années 70, correspond au changement d'orientation politique de la plupart des pays asiatiques en voie de développement : du rêve socialiste à la réalité capitaliste, de la formation de l'Etat Nation au développement économique, du militantisme idéologique au pragmatisme financier.

La chute de Soekarno et la destruction du communisme en Indonésie, au milieu des années 60, furent suivies par la fondation de l'ASEAN pour faire barrage au communisme et pour créer une zone économique favorisant les investissements étrangers (européens, américains et japonais).

## **Urbanisation**

L'urbanisation, l'un des impacts directs de l'industrialisation, est conditionnée par la migration de la campagne vers la ville, phénomène connu sous le nom de "push-pull theory": Les conditions de vie de la campagne poussent ces habitants vers la ville, attirés par celles des centres industriels. En Asie, ce phénomène s'est accéléré dans les années 70, période appelée « révolution verte ». Il a consisté à intensifier et à étendre la mécanisation

Avec le financement des institutions internationales, comme la Banque Mondiale et le FMI, des infrastructures industrielles ont été construites, des entreprises multinationales se sont installées, des usines ont été fondées.

En raison du bas prix de la main-d'œuvre, de l'abondance des matières premières, et d'une démographie élevée comme potentiel de marché, beaucoup d'industries des pays industrialisés ont été délocalisées. La Chine, l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande sont devenus des lieux de production de matériel électronique, de confection vestimentaire, de matières chimiques, de produits alimentaires ; ceci aussi bien pour le marché national que pour le mondial.

Cette industrialisation a engendré bien des problèmes, tels que : l'exploitation des travailleurs, de mauvaises conditions de travail, des conflits entre travailleurs.

C'est pour lutter contre ces problèmes, que des ONG ont mis en place des programmes d'organisation ouvrière et d'aide juridique avec la collaboration de juristes solidaires.

et la commercialisation de l'agriculture, afin de produire un maximum de nourritures pour les besoins nationaux et pour l'exportation

Cette entreprise fut exécutée au moyen de machines, de graines supérieures pré-parées par des centres internationaux de recherche, d'engrais chimiques, de pesticides, d'une organisation moderne de production et de crédits bancaires.

Une partie des capitaux provenait des pays industrialisés, rendant les pays importateurs dépendants des pays riches. Par conséquent, l'agriculture était contrôlée par de gros capitalistes. La sécurité alimentaire était dictée par un pouvoir étranger et les petits paysans marginalisés. Ne pouvant plus survivre dans leur campagne, c'est l'exode rural. Jakarta, Bangkok, Manille sont devenues des villes gigantesques marquées par des contrastes flagrants entre les riches et les pauvres : les gratte-ciel et les taudis, les voitures de luxe et les cyclo-poussettes.

## **Migration**

La disparité de la prospérité, les différents degrés d'industrialisation, le déséquilibre démographique entre les divers pays asiatiques ont provoqué le déplacement des populations d'un pays à l'autre.

Les mouvements migratoires partent tout naturellement des pays plus pauvres, plus peuplés et moins industrialisés, vers des pays plus riches, moins peuplés et plus industrialisés : des Indonésiens, des Philippins, des Vietnamiens, des Bangladaïsi, des Sri-lankais se déplacent

Beaucoup de problèmes sont nés de ces mouvements de population vers les villes. Pour n'en citer que quelques-uns : le chômage, les sans-abri, les bidonvilles, les enfants de la rue, la prostitution, la violence, les crimes.

La population civile doit elle-même, avec l'aide des actions menées par des ONG, travailler pour : l'amélioration des habitations, un urbanisme participatif, l'éducation des enfants de la rue, former des associations contre le travail sexuel, mettre en place des coopératives de crédit, etc.

vers la Malaisie, Singapour, la Corée, le Japon, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis.

Cela engendre des problèmes comme l'immigration illégale, les conflits inter-ethniques et ou inter-religieux, le trafic et l'exploitation des immigrés, la prostitution, la vente des filles.

Des ONG interviennent pour former des associations d'aide aux immigrés, des comités pour la conciliation des conflits inter-ethniques ou inter-religieux.

## **L'Indonésie, une démocratie à construire**

### *Ita Fatia Nadia*

Comme Indonésiens, nous vivons sur un très grand archipel de 5000 kilomètres (soit la distance entre Moscou et Londres) pour une population de 220 millions d'habitants, comprenant 90% de Musulmans. Nous vivons dans un pays très riche en ressources naturelles. Nos ressources, tant en pétrole qu'en gaz, sont très importantes. Nous possédons l'une des plus grandes réserves minières de cuivre,

mais nous vivons toujours dans des conditions très précaires.

Toutes les ressources naturelles sont possédées par des investisseurs étrangers, notamment les Américains, l'un des plus gros investisseurs étrangers. La conséquence est que, en tant que population indigène, nous sommes dépossédés de nos terres et nous ne pouvons même plus nourrir notre pays et nos enfants.

Par exemple : l'Indonésie est le troisième pays en mortalité infantile et le quatrième en analphabétisme dans le monde ; on ne respecte toujours pas les droits de l'homme ; meurtres, enlèvements et tortures sont des phénomènes courants que l'État ne prend pas en charge.

Actuellement, nous devons faire face aux problèmes de la démocratie sans réellement jouir de cette démocratie. Le peuple ne connaît toujours pas sa signification. Nous n'avons pas encore pu l'expérimenter.

En tant que femmes indonésiennes, nous faisons l'objet d'abus et nous subissons la terreur militaire. Comme vous le savez, nous rencontrons de

nombreuses zones de conflit, où beaucoup de minorités ethniques affrontent l'État central. Un très grand problème de militarisation et de fondamentalisme s'est créé. Depuis l'instauration du nouveau décret antiterroriste, notamment après l'attentat de Bali, le gouvernement n'hésite pas à utiliser ce décret à des fins d'investigation et de suspicion de la population.

L'ironie est que nous sommes censés être en transition vers la démocratie mais que nous ne savons pas ce qu'est la démocratie, nous n'y avons pas accès. Nous sommes toujours optimistes, car de nombreuses ONG luttent à nos côtés pour la justice et la paix.

## **L'Afrique une fille qui pleure**

*Basile Mahan Gahe*

"Je viens du cœur de la plus belle-fille du monde : l'Afrique". Tellement belle qu'on lui fait vraiment beaucoup de mal ! Malheureusement, cette fille, depuis sa naissance, ne fait que pleurer car elle n'arrive pas sérieusement à assister ses enfants. Pleurer, parce que son cœur est déchiré par les guerres ; pleurer parce que son cœur est déchiré par toutes les maladies et les vices que vous connaissez.

L'Afrique, depuis sa colonisation avec d'abord l'esclavage, n'a jamais réellement eu de frontières naturelles, sauf la délimitation avec la mer. Entre les pays, les frontières ont été déterminées par les colons. Quand une tante du Libéria vient visiter sa famille en Côte d'Ivoire, elle doit posséder une carte d'identité, même si cela semble inutile pour elle. Tout cela pourquoi ? Parce que le pays a été divisé, sans tenir compte des avis de ceux qui habitent sur le territoire.

Nous avons eu ce que les colons ont appelé "indépendance", mais qui n'est pas vraiment l'indépendance car le colon était toujours présent sous sa nouvelle forme de "néo-colon". Nous avons eu ce que nous, en tant que syndicat, appelons les gardiens de prison, c'est-à-dire, nos chefs d'État nommés sans être passés par ce système que vous appelez démocratie.

Le mot démocratie, nous l'utilisons, car il est imprimé sur un papier, mais nous ne l'appliquons pas sur le terrain.

Depuis ce temps il y a eu ce que l'on appelle le « remboursement de la dette ». Imposé par le Programme d'Ajustement Structurel (PAS), qui a entraîné une déréglementation du code du travail dans nos entreprises, provoquant le licenciement de milliers de pères et mères de famille. On ne tient pas compte de la vie sociale de la famille.

Comme il n'y a pas de séparation de pouvoirs dans le pays, la crise a développé la corruption et une justice corrompue. Ceci nous a poussés à créer ce que l'on appelle le secteur informel. Il n'est pas à proprement parler structuré, c'est un secteur demandant aux gens de se débrouiller.

Les familles ont tout juste de quoi se nourrir, elles restent sur leur faim! Car, quand l'Européen dit "je mange" il parle d'une nourriture composée et de plusieurs repas. L'Africain, lui, remplit tout juste son ventre, juste assez pour pouvoir aller dormir. Les bas quartiers, les bidonvilles ont commencé à se développer, créant avec l'instabilité politique, une insécurité faisant craindre chaque jour pour notre vie.

A partir du moment où des milliers de gens vivent dehors, leurs enfants aussi sont dans la rue. Certaines maladies ont commencé à se développer, comme la maladie du siècle que l'on appelle SIDA, fléau qui s'étend de plus en plus dans nos quartiers. Ceci n'est pas la faute des familles : étant impliqué dans le Programme SIDA, j'ai visité des familles. Elles aiment leurs enfants, mais elles n'arrivent plus à les nourrir matin et soir. Lorsque la fille sort, malgré son très jeune âge, 12 - 13 ans, les parents ne disent rien, du fait qu'elle n'est plus sous leur autorité.

Quand vous demandez aux parents où va leur fille, ils répondent : "Elle est partie se débrouiller" : ce qui veut dire qu'elle est partie se donner à un homme. Voilà ce qui mine l'Afrique, voilà pourquoi le SIDA se développe autant. Nous avons dénoncé le fait que les gens sont très mal payés et qu'ils n'arrivent plus à se faire soigner. Il faut revoir les salaires, faire de telle sorte que le café et le cacao soient bien payés, pour que les paysans puissent se nourrir et subvenir à leur santé. Ceci est très important.

Aujourd'hui, je veux rester optimiste, mais j'ai de plus en plus peur. Quand on regarde du côté des instances internationales on ne parle plus du développement de l'Afrique, on parle de plus en plus de la lutte contre la pauvreté. Alors, quand on lutte contre la pauvreté, cela veut dire globalement plus de développement. Cela veut dire comment faire pour que la personne puisse manger, pour qu'elle puisse se soigner, pour qu'elle ait ce minimum là pour pouvoir aller travailler dans les entreprises. L'Afrique aujourd'hui est prise en otage par les multinationales. Les gouvernements sont destitués, ils ne sont plus de vrais gouvernements, car ils n'ont plus le pouvoir de décision : ils ne sont que des courroies de transmission, ils ne font que reporter ce que les multinationales leur dictent.

## **Chantage sur le marché de l'emploi**

Je vais caricaturer la mondialisation actuelle : Vous êtes des enfants d'une famille nombreuse et vous ne vous aimez pas du tout. Cette famille a faim, vous n'avez qu'un seul repas, comme en Afrique. Parmi ces enfants il y en a de tous les âges, 18, 13 ans et malheureusement des plus jeunes qui n'ont que 2 ou 3 ans.

On vous demande de partager ce même repas alors que les enfants ne s'aiment pas ; les grandes puissances nous demandent de partager le même repas mais nous n'avons que 2 ou 3 ans. Notre main n'est pas assez forte pour manger rapidement comme les grands. Voilà comment je caricature la mondialisation.

On demande aux petits et aux grands d'être pareils, tandis que pour les échanges économiques et le commerce international, ce n'est pas du tout la même chose. Le prix de notre café, de notre cacao est fixé par les grands ; par contre, ce n'est pas les petits qui fixent le prix de leurs véhicules ni de leurs ordinateurs.

C'est eux qui fixent tout, pourtant nous sommes tous censés composer la mondialisation.

Les multinationales fuient peut être la Suisse ou la France car le SMIG (salaire minimum garanti) est élevé. Quand elles arrivent chez nous, elles ne donnent même pas le dixième du SMIG qu'elles donnaient à leurs employés en Europe.

Pour vous donner un exemple : dans mon pays, le SMIG est de 36'607 CFA (360 FRF, environ 90 CHF), alors qu'en France le SMIG dépasse les 6000 FRF (environ 1500 CHF). Il y a tout un chantage sur le marché de l'emploi, l'employeur veut embaucher, mais pas au salaire du SMIG. C'est pourquoi il y a beaucoup de Burkinabés, Ivoiriens, Maliens qui sont tous mangés dans la même soupe, c'est-à-dire qu'ils sont à la

merci du patron qui fixe les salaires selon son envie. Comment voulez vous développer cette famille dans ces conditions?

En Europe, ce n'est pas le gouvernement qui a construit les maisons des particuliers, ce sont les travailleurs qui ont décidé d'investir et de construire leur maison. Nous ne pouvons pas faire de même, nous devons nous entasser dans des bidonvilles entre des planches et des bouts de tôle. Voilà encore des exemples des problèmes liés aux multinationales.

Aujourd'hui, on vous parle du secteur informel en Afrique. Les belles chemises et les belles chaussures que vous portez, tout cela est fabriqué dans nos bidonvilles et dans ces bidonvilles les travailleurs ne sont pas déclarés. C'est ce que vous appelez du "travail au noir", mais comme je suis noir, je l'appellerai "le travail souterrain". Ceci permet aux multinationales d'échapper à la fiscalité et de dérober les employés de l'assurance maladie et de la sécurité sociale, les empêchant de constituer un fonds de retraite. De ce fait, nous allons vers une Afrique qui voit ses gens mourir à petit feu.

## II – LE DÉVELOPPEMENT

Le terme même de développement est ambigu. Tellement ambigu qu'on a inventé plusieurs dérivés au fil des ans. On a parlé de « pays en voie de développement », de « pays sous-développés », ainsi que de « mal-développement ». De nos jours on parle de « développement durable » qui à son tour admet diverses interprétations. Nos partenaires ne se sont pas livrés à de subtils distinguos ; cependant, ils ont appelé à différencier la croissance du développement. Ils ont insisté sur le développement humain.

### **Etre le sujet de son propre développement**

*Marcos Arruda*

Le développement a été, comme nos camarades asiatiques et africains l'ont rappelé, un accident de l'Occident. Nous avons été envahis par un modèle de développement qui nous est absolument étranger et qui n'a pas été imposé seulement par vos gouvernements mais aussi par nos élites. Des élites colonisées, soumises, qui se sont vendues et qui ont modelé nos réalités sur celles du Nord. Le vote pour Lula est un refus à ce type de modèle.

Nous proposons un développement différent. D'abord, la reconnaissance du droit des peuples au développement, comme les Nations Unies l'ont affirmé. Mais pas n'importe comment : un développement propre à chaque peuple et à chaque pays. Pour les transnationales, le développement est ce qu'elles apportent chez nous. Nous avons besoin d'un autre concept qui ne soit pas basé seulement sur

la croissance économique, mais sur la qualité de vie. Pour cela, il faut freiner la croissance. C'est comme notre corps qui grandit jusqu'à 18 ans et après il ne croît plus, il se développe et nous nous développons en tant que personnes. Nos pays doivent passer par les mêmes processus.

Un développement qui se conçoit à partir du bas, de la personne, de la famille, de la communauté jusqu'au niveau du pays. Pour cela nous devons avoir un État démocratisé, le néolibéralisme a privatisé nos États. Il a détruit les services et l'esprit public, a tout transformé en marchandise. Nous voulons récupérer l'État pour le peuple. L'Etat sera un élément fondamental, pas pour être le sujet le plus important, mais pour faciliter, stimuler le mouvement de construction du pouvoir par le peuple, devenir le sujet de son propre développement.

### **Un travail intensif d'éducation**

Pour les syndicats et les alternatives je prendrai l'exemple de la CUT, Confédération Unique des Travailleurs du pays, avec 21 millions de membres. La CUT a mis longtemps avant de comprendre que la globalisation néo-libérale était en train de changer le modèle d'industrialisation vers

un modèle de capitalisme beaucoup plus intensif, renonçant à la force de travail. L'avenir des syndicats est menacé. Nous avons passé beaucoup de temps à les sensibiliser au besoin de recréer leur conception du monde, de s'adapter à la nouvelle génération de projet syndical.

À ce stade, nous percevons des signes de renouvellement. D'abord, on a commencé un travail intensif d'éducation, pas seulement des travailleurs syndiqués mais aussi des chômeurs. Une éducation, non pas pour chercher un autre emploi dans l'industrie ou d'autres secteurs, mais pour s'organiser et créer leurs propres entreprises, coopératives ou associations de manière autogérée. Dans un second temps, nous avons organisé des coopératives de crédit qui sont déjà éparpillées dans le pays. Elles sont la source de financement de la formation des compétences des travailleurs et de l'organisation de petites entreprises et coopératives. Cela permet l'autogestion et la compétitivité sur le marché.

Plus important encore, la CUT fait maintenant partie d'un réseau plus large que l'on peut appeler réseau socio-économique solidaire. Elle a développé des réseaux qui s'articulent avec différentes régions géographiques comme le Brésil, le Pérou, la Colombie, l'Argentine. En Colombie, il y a la Confédération Latino américaine des Coopératives et des Mutuelles, avec 21 pays sous son aile. Elle a déjà réussi à développer un plan d'économie solidaire et à forcer un change-ment de la loi, reconnaissant le secteur de l'économie solidaire au côté des secteurs économiques de l'Etat et du privé. Il y a la mise en place d'une législation promouvant les entreprises autogérées des travailleurs et des travailleuses. Cela ne s'arrête pas là, il y a aussi les réseaux dans les pays du Nord, au Canada, au Québec, un peu aux États-Unis, en France, ici en Suisse, en Italie, pour tous les secteurs. Les coopératives de consommateurs sont fondamentales pour organiser et éduquer les gens à acheter dans les réseaux coopératifs solidaires. De fait, il faut développer un système d'économie solidaire à l'intérieur même du système capitaliste, mais comme un autre système, avec une autre logique.

À côté de cela, il y a les coopératives de production de biens et de services, les

coopératives de financement, il y a aussi déjà un début de coopérative de recherche pour une technologie appropriée. Il y a des coopératives de commercialisation avec la perspective d'un commerce juste et équitable. Dans cette perspective, on essaye de construire un côté communication solidaire, un côté éducation solidaire. C'est tout un système à l'intérieur du système actuel. Le réseau brésilien d'économie solidaire est en train de soumettre, ces jours-ci, au président Lula un document avec une proposition de politique publique d'appui au secteur d'économie solidaire. En ce qui concerne l'Argentine, c'est vrai qu'elle est déchirée et que son mouvement populaire est désorganisé en termes d'unité et de perspectives communes. Elle n'a pas de pôle politique comme le PT, Parti des Travailleurs au Brésil, mais en même temps, il y a un peuple qui est fatigué de tout ce qu'il a vécu. Les gens cherchent des chemins nouveaux.

Je crois au bon sens du peuple argentin, qui va élire quelqu'un qui sache les représenter et qui puisse rentrer en alliance avec d'autres gouvernements : comme ceux du Brésil, du Venezuela, peut-être d'Equateur, - si Lucio Gutiérrez est élu -, et d'autres qui vont apparaître dans le continent pour commencer un nouveau chemin autonome. Les transnationales font partie de la réalité, elles ne seront pas rejetées, elles seront invitées à travailler avec nous pour autant qu'elles acceptent de respecter nos projets de développement propres à chaque pays.

Dans le néolibéralisme, chaque entreprise se croit en droit d'avoir son propre projet de développement, tandis que les besoins du peuple ne font pas partie du calcul. Pour nous c'est le projet du pays ; les entreprises qui le veulent sont invitées à participer à ce nouveau type de développement et celles qui ne le veulent pas, peuvent partir. Nous trouverons d'autres alliés. Il y a aussi la question des banques, mais je ne rentrerai pas dans ce domaine.

Dans la réalité globale d'aujourd'hui nous constatons l'existence d'un concept et d'une pratique de développement qui est identifiée à la croissance économique qui arrive d'en haut et de l'extérieur des peuples du Sud, à travers des agents dominants de l'économie globale, les entreprises et les banques transnationales. Et cela dans un environnement structurellement compétitif et belliqueux. Nous critiquons ce modèle imitatif, illusoire et inadéquat pour les pays appauvris. Nous critiquons ce concept car il est erroné. Pour que les pays pauvres parviennent aux niveaux moyens de consommation actuels des pays riches, on aurait besoin de ressources correspondant à six fois la planète Terre.

La seule vraie coopération internationale est celle qui promeut le développement authentique des peuples opprimés, exploités et appauvris. Cela se produit quand nous mettons en rapport le concept de développement avec les potentiels inhérents de chaque personne, communauté et nation. Ainsi, une personne grandit et se développe jusqu'à un certain âge. Ensuite elle s'arrête de grandir, mais continue à se développer jusqu'à sa mort. Nous croyons que cela doit se passer de la même manière avec la société humaine et son économie. C'est pour cette raison que nous employons le terme de "Socio - économie du suffisant". Les ressources de la terre sont limitées, les redistribuer au bénéfice de toute l'humanité implique la réduction de la consommation de biens, de ressources et d'énergie par le Nord Global. La transformation du style de vie des citoyens et des populations du monde riche est l'une des formes efficaces de coopération solidaire avec le monde pauvre. Promouvoir le commerce juste et la consommation éthique signifie mettre comme limite à la production de biens matériels la satisfaction des besoins de la population. Cela rend disponibles les ressources pour ceux qui en manquent et pour les générations futures.

Cela permet d'utiliser le temps libéré de l'activité économique pour le développement humain, communautaire et social de chacun.

Finalement, nous rejetons la notion selon laquelle les sujets du développement puissent être des agents externes. Nous affirmons que c'est seulement dans la personne, la communauté et la nation concernée qu'existent les potentiels, les ressources et les aspirations à développer. Ce sont elles qui peuvent et doivent être les sujets de leur propre développement.



## Donner la priorité aux exclus

*Maria Angelina de Oliveira*

Dans un document élaboré pour l'assemblée de 1994, nous définissons le concept de développement comme suit : "En opposition à une vision du développement centrée sur le marché, nous pensons que la proposition de développement doit adopter une perspective radicalement différente, relativisant substantiellement le primat de l'économique au bénéfice des droits économiques, politiques, sociaux et culturels de l'Humanité. Ces droits incluent, entre autres, les droits à l'intégralité de la vie à travers la conquête et permanente expansion de l'exercice de la citoyenneté..."

Nous avons l'absolue conviction que le développement doit intégrer un ensemble complexe de dimensions, parmi lesquelles :

- Le droit inaliénable au bonheur de tous les êtres humains.
- La libre manifestation de la diversité des cultures.
- La suprématie du travail socialement utile sur le capital.
- La construction quotidienne du droit aux politiques publiques et sociales : emploi, environnement, production, santé, éducation, habitation, loisir, sécurité entre autres.
- Restructuration de tout le processus productif, des relations sociales, utilisant la technologie comme facteur de libération de l'être humain.
- Restructuration de l'espace urbain comme lieu privilégié pour la sociabilité et la liberté.
- Respect de l'environnement, duquel nous faisons partie solidaire.

- Construction d'une pratique de solidarité étendue à la dimension planétaire, permettant à chacun d'entre nous d'assumer sa condition de citoyen du monde.

- Élimination de toutes les formes de préjugés et de discriminations.

- Enfin, et comme synthèse, la construction au quotidien d'une nouvelle civilisation, nécessairement planétaire, qui abrite au plus profond d'elle-même toutes les demandes que nous venons de formuler.

Cette vision du développement nous la partageons avec beaucoup d'autres organisations et mouvements de la société civile. Nous nous efforçons de la construire en donnant la priorité aux travailleurs et particulièrement à ceux qui subissent l'exclusion sociale dans notre pays, immensément riche et champion des inégalités.

Nous sommes convaincus que donner la priorité aux exclus ne signifie pas s'en tenir aux besoins immédiats sans considérer l'action transformatrice. Pour être acteur des changements, pour que ces personnes et ces groupes assument, individuellement et collectivement, le rôle qui leur revient, il faut briser l'isolement, créer les conditions pour de véritables prises de conscience.

Il faut situer leurs initiatives dans un projet de développement intégral, capable de transformer leur qualité de vie et contribuer ainsi au processus de changement de toute la société. Pour atteindre ces objectifs notre expérience montre qu'il faut commencer par entreprendre des démarches d'éducation à la participation, ce qui suppose :

- Découvrir la dimension collective des problèmes vécus et des intérêts communs.
- Construire une analyse critique qui permette d'identifier les causes structurelles des problèmes.
- Définir des objectifs et des moyens précis pour les atteindre.
- S'organiser et prendre des responsabilités.

### **Un travail d'éveil**

Je pourrais donner une multitude d'expériences, avec des résultats concrets, tout au long des 23 ans d'existence du CEDAC. Aujourd'hui, nous trouvons des responsables de municipalités, de services de l'Etat, des députés fédéraux ou sénateurs, qui sont passés par un processus de formation. Ce sont des travailleurs à la base.

Le maire de Recife, une des plus grandes villes du Nord-est, a commencé sa vie comme métallo. Il est passé par des processus de formation, par la formation syndicale du CEDAC. Il a ensuite, comme conseiller municipal, lancé des actions militantes dans la politique. Il est devenu député et finalement maire de Recife, où il a fait un très bon travail en faveur des couches les plus démunies. Nous avons plusieurs exemples similaires.

Nous avons beaucoup d'expérience en ce qui concerne la création d'emplois et de revenus à Rio. Une coopérative de travailleurs du bâtiment, en grande partie des analphabètes, réussit à obtenir des salaires plus élevés que ceux pratiqués sur le marché.

Maintenant, ces trente travailleurs font face à un autre problème :

- Se mettre en relation de coopération et s'articuler avec d'autres acteurs sociaux.

L'enjeu de cette démarche est de développer des réseaux, tant au niveau local, régional, national et international, permettant une participation active de toutes les personnes concernées par les problèmes de développement. Nous sommes convaincus que sans participation réelle des gens concernés il n'y aura pas de véritable développement.

ils habitent dans des bidonvilles, dans des zones à risques. Seuls quatre d'entre eux possèdent une maison convenable. Ils ont, donc, commencé à fabriquer des maisons pour eux, pour leurs familles. Nous faisons un travail d'éducation avec les gens, qui les amène à une participation aux organisations populaires dans leurs quartiers ; ils s'engagent à faire évoluer les conditions de vie.

C'est un travail d'éveil ; pour que les gens découvrent que leurs problèmes ne sont pas individuels, qu'il y a des causes structurelles et qu'il faut s'organiser ensemble pour lutter pour l'amélioration.

On ne devient pas acteur du changement par l'action individuelle : il faut se regrouper et se mettre en relation avec d'autres groupes pour avoir un plus grand impact et pour créer une action politique.

Nous avons assuré la formation des membres des Commissions Municipales de l'emploi dans plus de quatre-vingts municipalités de l'Etat de Rio. Il s'agissait pour eux de planifier leur action pour faire face au manque d'emploi pour l'année 2002 ; ces mesures ont été appliquées cette année.

## Les Indigènes et l'écosystème Amazonien

*Jecinaldo Barbosa Cabral*

Nous, les peuples indigènes, populations traditionnelles, nous sommes opposés aux projets concoctés à Brasilia ou à Washington ou encore en d'autres centres stratégiques. Nous nous opposons fermement à toute forme de développement favorisant l'injustice entre les hommes, détruisant notre environnement amazonien et menaçant l'équilibre climatique de notre planète.

De telles politiques n'ont pas réussi à tenir compte de l'importance de l'Amazonie dans sa véritable richesse. Celles-ci n'ont pas perçu, non plus, le rôle fondamental des peuples indigènes et d'autres populations traditionnelles dans la protection de l'environnement amazonien.

Jusqu'à aujourd'hui, nous avons tout fait pour survivre. Nous luttons pour notre reconnaissance en tant que peuples différenciés et nous exigeons que les valeurs de notre culture et de notre mode de vie soient effectivement respectées. Nous sommes encore 165 peuples en Amazonie, 351 mille indiens représentant 60 % de la population indigène du pays. Plusieurs de nos peuples vivent encore isolés du contact avec la société dominante.

Il y a plusieurs années, nous avons commencé un intense processus d'organisation avec la constitution d'associations communautaires, d'organisations locales et régionales et d'un réseau politique de lutte pour la défense de nos droits, avec la création de la Coordination des Organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne – COIAB, que nous représentons ici.

A partir de ce travail, nous envisageons un autre type de développement pour nos peuples et d'autres rapports avec l'environnement amazonien. Nous croyons à l'importance d'observer la nature dans sa

richesse et dans sa diversité, la multiplicité des écosystèmes existants, l'importance de chaque être, de chaque plante dans l'équilibre fragile qui s'est construit en quelques milliards d'années pour constituer la forêt amazonienne.

Nous, les peuples indigènes, nous avons su valoriser et comprendre cette réalité. Nous avons accumulé le savoir-faire qui nous indique comment faire avec les potentialités existantes; comment planter de façon à viabiliser la reconstitution naturelle de l'environnement; comment extraire les aliments et les ressources nécessaires sans les détruire à jamais.

A titre d'exemple, nos terres sont aujourd'hui les plus préservées, quand tout autour de celles-ci nous constatons des scénarios tragiques de destruction, de déforestation, de violence et de mort. L'Amazonie abrite aujourd'hui 373 terres indigènes représentant plus d'un million de kilomètres carrés, c'est-à-dire plus de 18 % de l'Amazonie légale et 11,74 % de la totalité du territoire national.

Dans les grandes lignes, le développement que nous voulons promouvoir en nos terres, et que nous proposons à nos gouvernants, a les caractéristiques suivantes :

- La recherche d'alternatives économiques mettant en avant les connaissances et les expériences indigènes traditionnelles, à travers l'utilisation renouvelable des ressources naturelles.
- La consolidation de modèles de développement de nature plus localisée, favorisant l'intensification des économies régionales, dans le sens de favoriser le maintien de l'être humain sur sa terre en évitant ainsi les graves problèmes engendrés par l'exode rural, y compris celui des peuples indigènes.

- L'aboutissement du processus de démarcation des terres indigènes et le renforcement de leur protection et de leur surveillance.
- Le développement de nouvelles formes de gestion et d'utilisation du territoire, basées sur l'expérience millénaire des peuples indigènes.
- La lutte politique pour la reconnaissance de la propriété intellectuelle des connaissances traditionnelles des peuples indigènes.
- Le renforcement du commerce juste et équitable des produits provenant de l'Amazonie, aux niveaux national et international, en évitant les intermédiaires et en établissant le contact direct entre les producteurs et les consommateurs.
- Perpétuer les fondements soutenant la culture millénaire de nos peuples

### **Un développement différencié**

Ce processus de développement, qui se veut différencié, est aujourd'hui l'un des buts du mouvement indigène organisé. Celui-ci a plusieurs fronts d'action, tels que : la démarcation des terres indigènes, les actions dans le secteur de la santé et de l'éducation différenciée, le développement de projets d'autosubsistance, la valorisation et la récupération des cultures indigènes traditionnelles et, finalement, la lutte pour l'autonomie des peuples indigènes, garantissant une vie digne dans l'environnement amazonien.

Le principal défi de notre mouvement indigène aujourd'hui est celui de continuer à investir dans la formation de nouveaux

et garantissant le maintien de la reproduction des langues, des coutumes et des croyances

- La formation technologique des peuples indigènes pour leur donner des outils de lutte face aux influences imposées par la société dominante. Le but étant de disposer des moyens susceptibles de sauvegarder les fondements représentant le soutien de notre vie et de notre avenir.
- La consolidation du processus organisationnel, celui-ci étant l'unique forme capable de répondre efficacement aux interférences, à l'irrespect et aux violences perpétrées constamment envers nos peuples.
- La garantie d'un espace de participation directe de représentants indigènes, dans les forums nationaux et internationaux où sont débattues les questions se référant à nos peuples.

leaders indigènes, en formant et en préparant nos ressources humaines pour accompagner les changements politiques du pays et du monde et pour maintenir les organisations de base bien informées et conscientes. Pour cela, les moyens de communication et d'information doivent être de plus en plus améliorés. Seulement ainsi, le mouvement indigène ou les indiens, auront les conditions pour accompagner le développement des actions au sein des politiques publiques, des projets de développement économique durable ainsi que d'autres projets similaires. Car nous, indigènes, avons besoin d'un développement tenant compte de notre culture et de nos croyances.

## Un chemin vers l'autosuffisance économique

*Ramon Quidulef*

La coopérative participe, avec d'autres organisations, à la recherche et à la pratique d'alternatives de production, de commercialisation et d'organisation, susceptibles de favoriser le développement économique, politique et social des petits producteurs.

A ce jour, nous pouvons dire que notre coopérative n'a pu braver la crise profonde qui secoue le pays que grâce à la coopération extérieure : dans les circonstances actuelles et au-delà de la volonté et de la capacité de lutte de ses associés, elle ne peut pas atteindre l'autosuffisance économique.

Pour se développer et pouvoir atteindre cette autosuffisance, la coopérative estime que l'on devrait, dans l'immédiat :

- Freiner la dévaluation du peso, source d'une constante augmentation dans les coûts de production.
- Freiner l'inflation sur les produits de première nécessité et ceux indispensables à la production.
- Déroger aux normes qui entravent la commercialisation pour les petits producteurs, développer une politique fiscale et de crédit pour appuyer la petite production.

- Encourager la production destinée au marché intérieur pour sortir le pays de la famine.
- Mettre en place des politiques d'appui technique visant à améliorer la qualité de la production ainsi que des techniques de suivi.
- Remplacer la politique de subsides minimaux aux secteurs nécessaires par une politique d'appui à la production et à la création d'emplois.

A plus long terme on doit :

- Encourager l'organisation des petits producteurs en coopératives, associations, etc., leur permettant d'atteindre un volume et une qualité de production rentables ainsi qu'un meilleur accès au marché.
- Appliquer des politiques qui favorisent le développement économique interne du pays et abandonner le dogme du "tout à l'exportation".
- Fixer les priorités entre développement économique indépendant et paiement de la dette extérieure.
- Protéger la production nationale. La concurrence avec la production étrangère n'est pas possible tant que les conditions de production, les coûts, etc., restent inégaux.

## Une raison maternelle pour le développement

*Antonio Sánchez Mateos*

Je voudrais mettre en évidence le travail issu de la coopération entre le MCI et CLEBA : qui est en train de se faire en Colombie dans la municipalité de Itagüí, avec l'un des sujets sociaux le plus fréquemment marginalisé : les femmes.

Le fait que la femme commence à apparaître plus souvent dans des études historiques, et laisse entendre sa propre voix, est la conséquence d'un processus de reconnaissance sociale de ses droits et de sa participation croissante (même dans

les milieux populaires) dans la culture, l'éducation, l'économie et la vie politique. "De mi puño y letra" (de ma propre écriture), publication qui rassemble 14 essais sur l'expérience d'alphabetisation à Itagüi, rend bien compte de ce changement. Elle montre aussi les avancées, grandes ou modestes, conquises grâce aux femmes elles-mêmes, à leur présence tantôt silencieuse tantôt bouillonnante mais toujours active, opiniâtre et intelligente. Elle montre encore, que les processus éducatifs contribuent puissamment au renforcement personnel et collectif des femmes. Objectiver la réalité à travers l'écrit permet de mieux la comprendre ; cela habilite les femmes à intervenir pour la modifier et pour construire une société plus humaine, dans laquelle chacun puisse avoir sa place : femmes et hommes, sans exclusions et dans les mêmes conditions de justice et d'équité. Une société écrite "de mi puño y letra", avec une écriture de femme et avec l'appui du MCI.

Le projet répond à un besoin réel des femmes des secteurs populaires de la municipalité d'Itagüi, qui présente un indice élevé d'analphabétisme. Ceci entraîne une série de conséquences négatives pour ces femmes, notamment : bas niveau d'auto estime, marginalisation sociale, non-intégration à des groupes déjà formés ou en cours de formation, faible, voire nulle, participation dans les organisations communautaires.

Il s'appuie sur l'action éducative menée, dans 22 quartiers de la municipalité, par un groupe de femmes qui enseignent à d'autres femmes de façon bénévole, "les alphabétiseuses", représentées ici par Nelly Medina. Le projet s'est donné pour devise : "Les femmes, nous pouvons apprendre ensemble".

Ce projet présente des résultats largement satisfaisants : Au niveau quantitatif, il a amplement dépassé son but initial d'alphabetiser 240 femmes. En effet, 710 participantes en ont bénéficié, 609 d'entre elles ayant été alphabétisées. Parmi ces dernières, 283 ont obtenu la reconnaissance officielle de leurs études primaires et 195 (69% des diplômes validés) ont poursuivi des études. Vingt-deux autres groupes ont fonctionné dans autant de quartiers, les bénéficiaires indirects ayant dépassé le nombre de 1400 personnes initialement prévu. Vingt-cinq femmes spécifiquement formées travaillent bénévolement pour l'alphabetisation.

Outre la publication du recueil « De mi puño y letra », actuellement sous presse, le programme a publié trois cahiers pédagogiques pour la formation des alphabétiseuses et a élaboré deux émissions de télévision. Mais, le plus important ce sont les changements qualitatifs qui se sont produits chez les participants, tant dans les domaines personnel et familial qu'au niveau communautaire et de leur identité en tant que femmes et hommes :

- **Domaine personnel :** Plus forte auto estime, meilleure présentation personnelle, reprise des études, moins de timidité, expression de leurs sentiments et de leurs opinions, plus d'assurance, désir d'amélioration, plus faible degré d'agressivité dans leurs relations avec les autres.
- **Domaine familial :** meilleure intégration et appui dans le noyau familial, collaboration avec les tâches des enfants, meilleure entente avec les membres de la famille, enfants mieux traités.

- Domaine communautaire : participation active aux activités communautaires, intégration dans des groupes avec plus d'assurance et de responsabilité.
- Domaine identitaire : amélioration de l'équité de genre, les hommes acceptent mieux la participation des femmes, conscients de leur apport spécifique et reconnaissent leurs qualités et leur diversité.

Ces réussites ont été possibles grâce à différents facteurs. Je voudrais mettre en relief un aspect spécifique : ce renforcement individuel et collectif, tant des alphabétisé(e)s que des alphabétiseuses, nous le considérons comme un concept stratégique central. Mis en oeuvre à travers l'approche de la pédagogie du texte, il a permis aux femmes de

s'approprier et/ou de créer de nouvelles connaissances ; de développer des capacités cognitives critiques ; de concerter leurs efforts et leurs actions pour améliorer leur environnement et augmenter les possibilités d'accès aux infrastructures sociales, politiques, économiques et culturelles dans le cadre municipal. Comme le montrent les essais écrits par les alphabétiseuses à propos de la situation de la femme dans la municipalité de Itagüí, il n'est pas possible de comprendre la situation actuelle d'exclusion et de marginalisation des femmes en général et de celles des secteurs populaires en particulier, si on ne recherche pas en amont les structures historiques qui la conditionnent et la rendent compréhensible, nous permettant ainsi de la transformer.

## **La spiritualité et la mondialisation**

*Darwis Khudori*

On en dénonce les effets pervers, mais quelle est la source d'énergie, le motif fondamental de cette mondialisation là ?

Pour trouver de bonnes alternatives, il faut trouver une autre source, qui n'est pas la même que celle de la mondialisation économique, qui a pour fond le profit. Il faut chercher quelque chose qui soit le propre de l'Homme. Le bonheur n'est pas dans le profit économique.

Au centre Lebrét à Paris, nous travaillons sur la spiritualité et la mondialisation. La spiritualité est le propre de l'Homme. L'alternative ne se trouve pas dans le profit, mais dans un autre paradigme qui est la spiritualité. Elle peut être religieuse ou non religieuse. Je définis la spiritualité comme un ensemble de désirs de l'homme de se lier avec un au-delà des choses matérielles, considérées comme sources de valeur.

## **L'être humain dans la mondialisation**

*Marcos Arruda*

L'approche de l'être humain, dans la mondialisation, est fondamentale. Partons de notions très simples d'économie : réduire l'économie à l'accumulation de richesses matérielles, c'est la mort. On aimerait restituer le sens étymologique du

mot économie : le soin, la gestion du foyer. Là, il faut se demander quel foyer ? Nous commençons par notre corps. Nous sommes, depuis l'enfance, éduqués à gérer notre corps, qui est notre première maison. Après cela, il y a la maison

familiale, communautaire, et toutes les autres maisons jusqu'à la planète. C'est cela l'économie, c'est apprendre à gérer nos maisons. Qui est l'acteur le plus important dans cette gestion ? Naturellement c'est la femme. La femme qui n'a pas de place dans l'économie machiste du capitalisme, c'est elle l'actrice la plus importante dans l'économie solidaire. A partir de ce point, on se demande quel développement ? Le développement de chacun de nous, hommes et femmes à tous les niveaux.

### **Une économie amoureuse**

Un dernier mot pour appuyer ce que notre collègue indonésien vient de dire sur la spiritualité.

Je crois que cette proposition de trouver une autre source d'énergie, pour une autre globalisation, est extrêmement importante. Elle a une dimension très concrète, même si l'âme c'est la spiritualité. Cette dimension, c'est l'être humain comme centre du monde social. L'être humain et non pas le capital, le capital lui-même est créé, et continue

L'économie sert à la satisfaction des besoins matériels pour décharger notre temps, pour nous dédier au développement spécifiquement humain, de nos qualités, de nos potentiels. Le développement commence à partir de chacun de nous et il se développe vers la société. La société est appelée à devenir sujet de son propre développement. C'est le projet politique de l'économie solidaire : que chaque personne, chaque communauté, chaque peuple, devienne sujet de son propre développement.

sans cesse à être créé par l'homme, par son travail, par sa créativité, par sa connaissance.

Il faut remettre l'être humain au centre de l'organisation de la société et de l'économie. La source d'énergie c'est la recherche du bien être, du bonheur de l'être humain. Il n'y a pas d'autre bonheur que dans la compassion et dans l'amour. On a besoin d'une économie amoureuse. Il n'y a rien d'autre à créer, il faut créer une économie amoureuse.



### III – LA COOPÉRATION

Au Sud comme au Nord, les gens s'organisent pour résoudre les difficultés qu'ils rencontrent et tenter d'améliorer leur quotidien. Le Sud est riche d'initiatives et de luttes. On en découvrira quelques exemples. Nos amis évoquent également les délocalisations et les investissements réalisés au Sud par les entreprises multinationales. La dernière partie de ce chapitre est une réflexion plus théorique sur la coopération. Il est proposé aux ONG de pratiquer une coopération solidaire stratégique.

#### Un échange Côte d'Ivoire - Burkina

*Basile Mahan Gahe*

Je vais vous parler de l'échange que nous avons avec le Burkina. Lorsque j'étais étudiant, on parlait tout le temps de la famine au Burkina, et lorsque l'on présente l'Afrique à la télévision, on voit toujours des gens maigrichons qui ont faim. Alors nous avons pensé : pourquoi ne pas développer des coopératives de production, afin de former des ouvriers, donnant ainsi la possibilité de pouvoir travailler et se nourrir. En Côte d'Ivoire, nous avons la terre fertile, on jette quelque chose et cela pousse. Au Burkina et au Mali, eux ont l'élevage facile. Ce qu'ils n'ont pas chez eux, nous l'avons et réciproquement. Le commerce s'est développé.

Prenons comme exemple notre production de « quéqué », qui est le couscous de la région. Nous envoyons des tonnes et des tonnes de céréales vers le Burkina et le Mali ; en échange, ils nous envoient leur bétail. Mais ces échanges passent par nos gouvernements ; entre particuliers, entre citoyens de deux pays différent cela n'est pas possible. Les Gouvernements ne veulent pas, ils vont tout faire pour bloquer cet échange en prétextant que ceci ou cela n'a pas été respecté. Ils font tout pour nous nuire. Par contre, dans nos magasins on trouve toute la viande congelée qui vient d'Europe. On

peut se poser la question si tout ce qui a été rejeté d'Europe, avec les problèmes de la vache folle notamment, ne termine pas dans nos magasins. Il n'y a personne pour contrôler, c'est très dangereux.

En tant que confédération syndicale on en a marre de voir, au bord de la route, des personnes physiquement handicapées rejetées par leur famille, parce qu'il n'y a plus assez de quoi manger ; d'être rejetées par la société et de devoir quémander de l'argent. Avec l'aide de Solidarité Mondiale et une autre ONG nous avons reçu 5 millions de CFA (un peu plus de 10'000 francs suisses), pour la création de fermes de volailles, de canards, de pintades. Ils nous ont laissé agir à notre façon et aujourd'hui nous pouvons dire que cela marche à merveille. Ce sont les habitants qui font eux même le travail, on les a valorisés, ils se sont pris en charge. Nous sommes allés voir tous nos militants travailleurs, en leur expliquant que la seule manière d'aider nos frères et sœurs handicapés était d'acheter leur production. Cela marche aussi, l'Afrique peut se prendre en charge, l'Africain peut se prendre en charge. Je ne vous parle ici que de petits échantillons de solidarité et de coopération que nous développons dans mon pays.

## **« Doni Doni », une caisse d'épargne**

Chez nous, les banques ne prêtent pas aux petites personnes. Toute la classe ouvrière, la partie la plus nombreuse, n'a pas accès aux banques, n'a pas le droit d'épargner. On leur demande un minimum pour épargner, et ces gens n'ont pas le minimum.

Nous avons été obligés récemment, de créer une caisse d'épargne et de crédit du peuple, des travailleurs. Nous lui avons donné un nom en patois "doni doni", qui veut dire "petit à petit" et le sigle est l'oiseau bâtissant son nid. Nous avons été obligés de créer cette caisse, car lorsque la rentrée scolaire arrive, on peut voir les ouvriers alignés devant l'employeur pour demander des prêts afin de scolariser

leurs enfants. Depuis sa création, les gens se tournent vers cette caisse qui est leur caisse.

Quant à la production, nous avons été obligés aussi de créer la coopérative nationale de développement. Nous avons demandé aux femmes des travailleurs de se regrouper pour produire le manioc, le riz, l'igname.

D'autres groupes vont au marché pour la vente des poissons. Ces coopératives ont développé un marché qui, je l'espère, s'ouvrira des portes internationales, puisque c'est sur ce marché que toutes les coopératives se regroupent pour échanger entre elles leurs produits, pour fournir les villes.

## **Un enfant responsable**

Il faut faire confiance aux gens du tiers monde, du Sud. J'ai l'impression, que l'on nous a considérés comme des grands enfants jamais libérés. Or lorsque l'on aime son enfant, on le dorlote à l'école primaire, au lycée, mais quand il entre à l'université, on essaye de lui donner plus de liberté, de responsabilités.

A un certain âge l'enfant doit commencer à voler de ses propres ailes. Je pense que c'est le cas des pays du Sud. Nous avons été colonisés, après nous avons eu l'indépendance. Mais nous n'avons pas eu d'indépendance économique, on ne nous a pas donné la possibilité de nous prendre en charge. Aujourd'hui, les nouvelles générations veulent se prendre en charge. Nos frères du Nord doivent comprendre qu'il faut

développer une cohabitation. Et que nous soyons du Sud ou du Nord, chacun à besoin de vivre.

Regardez l'Europe, chaque maison dispose d'une route. Regardez la Suisse, même dans la montagne, ils ont réussi à faire passer des trains et des voitures. Ce qui manque chez nous, c'est l'accès aux produits. Le paysan produit, mais souvent il est découragé, non pas parce qu'il est paresseux, mais parce qu'il ne peut pas ventiler ses produits autour de lui.

L'accent devrait être mis sur le désenclavement de nos régions. Le chemin de fer a énormément contribué au développement de l'Europe, de la communication. Celui qui produit du lait sait où s'adresser et comment le transporter.

## **Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique**

Nous apprécions l'intervention du NEPAD, Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique en partenariat avec le G8, les institutions financières internationales et quelques pays africains. Le NEPAD aide les secteurs socio-économiques, il aide le désenclavement de nos régions. Nous demandons tous à nos chefs d'Etat : "Où est passé l'argent ? Même si vous accusez l'Europe de tout prendre : Avec le peu que nous avons, on aurait pu développer une ligne de chemin de fer ou une autoroute entre le Togo et la Côte d'Ivoire, au lieu d'organiser des fêtes dansantes tous les soirs". Comment voulez-vous que l'on développe des régions ? Il faut que nous changions de mentalité !

Je vous parlais de mépris, l'Africain ne s'aime pas. On se moque souvent de l'Européen parce qu'il est individualiste. Mais, s'il lui arrive quelque chose au fin fond de la Suisse ou de la France, tout de suite l'opinion nationale se mobilise et essaye d'arranger le problème. Lorsqu'il y a des inondations ou des sécheresses en Afrique, le gouvernement ne réagit pas. Le président écrit vite au ministre des finances, en lui demandant d'écrire à la France pour obtenir des fonds pour la sécheresse et quand l'argent arrive, il ne va pas vers les gens pour résoudre le problème. C'est pour cela que je dis que l'Africain ne s'aime pas. J'espère que cela va bien marcher avec le NEPAD et que l'on verra naître des routes.

## **Le secteur informel**

Il y a toute une solidarité mondiale au niveau des travailleurs et au niveau des syndicats. Prenons un exemple suisse, l'ex compagnie d'aviation Swissair avait des agents à Abidjan. Quand il y a eu des difficultés, nous avons écrit au Syndicat Interprofessionnel de Travailleuses et Travailleurs, et je vous assure que le SIT n'a pas hésité, non seulement à nous aider mais à faire venir les employés ici à Genève pour faire entendre leur voix. Cela s'est très bien passé.

C'est ce que nous avons fait, aussi, pour la réparation et reconstruction navale d'une société française, basée en Côte d'Ivoire. Nous avons fait appel à la CGT, Confédération Générale du Travail, et à la CFTC, Confédération française des Travailleurs Chrétiens. Eux, non plus, n'ont pas hésité. Ils sont même allés voir leur gouvernement, à l'époque du premier mandat de Chirac, pour pouvoir débloquer la situation de nos camarades travailleurs de la compagnie navale Abidjanaise.

Au niveau des multinationales, la question est beaucoup plus subtile. Quand il y a délocalisation, on nous dit : "Vous avez de la chance qu'une grosse entreprise européenne vienne s'installer chez vous". Alors on ne peut plus parler de salaire, car il est répondu de ne rien dire sous peine de faire fuir l'entreprise dans un pays voisin. Il y a, donc, tout un chantage au niveau syndical régional. Ce n'est pas facile. Quand on saisit les grandes confédérations européennes, les grandes multinationales vont se plaindre au gouvernement, protestant contre la force du syndicat local qui a mobilisé également les syndicats du pays d'origine. Elles menacent, alors, les gouvernements de partir s'installer en Asie. Vous pouvez être sûrs que, quelques jours après, le gouvernement envoie la police et/ou les militaires pour arrêter les dirigeants syndicaux qui réfléchissent le mieux ou les délégués syndicaux qui ont posé le problème. Vous voyez, je vous parlais de "démocratie" tout à l'heure. Voici, à quoi nous sommes confrontés.

Je vous parlais de la confection de vêtements dans nos bidonvilles. Aujourd'hui, nous connaissons le nom de beaucoup de multinationales venant s'implanter dans les bidonvilles. Elles recrutent Pierre ou Paul pour qu'ils réunissent des travailleurs, on leur fournit des machines pour qu'ils puissent produire pour cette multinationale. On arrange les papiers de cette soi-disant petite entreprise au nom de Pierre ou Paul. Ces personnes deviennent chefs de quartier, elles livrent les marchandises aux multinationales, qui les renvoient en Occident avec le nom de la marque. Si vous voulez ouvrir votre petite entreprise, vous aurez des bâtons dans les roues, tandis que, dans le secteur informel, en ne déclarant personne, vous avez la voie libre.

Tout récemment, à Abidjan, il y a eu un incendie dans une de ces entreprises. Les pompiers n'ont pas réussi à intervenir à temps, tous les ouvriers ont été asphyxiés, il y a eu 14 morts. Les ouvriers étaient enfermés dans les locaux de production. On a découvert que le responsable, qui n'était pas du quartier, et qui avait loué

plusieurs cases dans le bidonville, travaillait pour une multinationale. C'est le type de rapport que nous envoyons souvent à nos confédérations. En ce qui concerne l'Organisation Internationale du Travail, je crois que nos confédérations interviennent bien ; nous ne sommes qu'au stade de la dénonciation mais il nous appartient de dénoncer ces "mal procédés".

Normalement cela devrait être le rôle de l'État mais, comme je vous l'ai dit tout a été déréglementé, il n'y a plus de code. Le seul code subsistant est celui de l'esclavage. Vous ne pouvez pas vous fier à ce code, pour cette raison nous avons besoin d'un mouvement international.

Il faut essayer de se faire entendre en Europe et chercher la solidarité de tous les travailleurs qui sont en Occident. Quand il y a délocalisation il y a chômage. Chez nous il y a ce semblant de création d'emplois ; mais, ce n'est pas vraiment de l'emploi, car l'ouvrier n'a pas un salaire décent et ne peut pas nourrir sa famille. Il faut le dénoncer, il faut se réunir tous ensemble, il faut réfléchir et définir une stratégie.

## **Trouver un système alternatif**

### *Darwis Khudori*

Des actions se sont organisées à deux niveaux : local/national et international.

Des actions directes, locales, sociales sont menées par nos amis activistes des ONG asiatiques, notamment dans les pays où il y a une relative liberté d'association telles que l'Inde, l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande, et dans divers domaines mentionnés plus haut. Des actions indirectes, internationales, politiques sont organisées afin de trouver une solution plus durable ou un système alternatif.

Les actions menées par les ONG du Sud, des pays en développement et du Tiers Monde, n'auraient pas abouti sans la collaboration solidaire des ONG du Nord, des pays technologique et économiquement avancés, dits du Premier Monde, car les problèmes sont globalement inter-dépendants. Si nous sommes convaincus que l'humanité est une, c'est naturel que les problèmes au Sud soient aussi notre problème commun. C'est notre devoir de chercher les solutions à ces problèmes de façon collective et solidaire.

Dans le domaine de l'industrialisation, prenons la question de la délocalisation. Par exemple, les usines des États-Unis ou de l'Europe sont délocalisées dans les pays asiatiques. La Thaïlande, la Chine, les Philippines, l'Indonésie sont des producteurs d'usines délocalisées d'Europe et des États-Unis. Les usines de chaussures Nike sont implantées à Jakarta, les produits électroniques sont fabriqués en Chine, certains composants aux Philippines. Les produits vestimentaires sont produits en Asie et vendus avec le nom de la marque étrangère. Cela provient de la loi du marché, de la concurrence, du coût dérisoire d'une main d'œuvre qui attire les capitaux. Ceux-ci cherchent le prix d'achat minimum pour un bénéfice maximum à la vente.

## Des campagnes difficiles

### *Ita Fatia Nadia*

Je vais prendre l'exemple de la lutte contre l'industrie des poupées Barbie qui est basée essentiellement sur l'exploitation des enfants. Aux États-Unis et en Europe, nous avons fait des campagnes d'information sur l'importance de boycotter les poupées Barbie. Nous avons expliqué aux gens, aux consommateurs, que le fait d'acheter ce produit contribuait à entretenir l'oppression et l'exploitation des enfants en Indonésie, aux Philippines, en Thaïlande. La force de travail de ces industries comprend des enfants âgés de dix à quinze ans devant travailler plus de sept heures d'affilée, dans de mauvaises conditions, à leur atelier de confection.

Nous faisons aussi des campagnes contre les exactions des forces armées dans certaines îles indonésiennes où ont eu lieu des conflits ethniques comme, notamment, le Timor Oriental et la Papouasie. Nous dénonçons les raids militaires, les viols et les maltraitements des femmes, nous sommes contre ce système militaire. Nous

Ce système génère des mouvements de population. Avec la concentration des populations, dans certaines régions, on voit l'émergence des bidonvilles, l'exploitation des ouvriers, des femmes. Ce problème ne peut pas être résolu au niveau national, car tout cela dépend des capitaux d'origine étrangère.

C'est un terrain de coopération internationale, où il faut agir concrètement aussi bien au niveau local/national, dans l'organisation des ouvriers et l'éducation, qu'au niveau international et politique. Il faut créer des groupes de pression pour critiquer ce système. Voici donc un exemple concret de ce que l'on peut faire en ce qui concerne la coopération internationale.

avons dénoncé cela aux Nations Unies, à Genève et à New York, devant le Tribunal pénal international. Nous avons dénoncé, également, les massacres de l'armée indonésienne, soutenus par la multinationale Anglo-américaine Free Port Mining Industrie, des populations indigènes en Papouasie de l'Ouest. Nous avons obtenu gain de cause devant la Cour du Texas, où se situe le siège de cette multinationale. Mais nous ne sommes pas si contents, car les dédommagements envers les peuples indigènes sont maigres.

La lutte pour les droits de l'homme est très vaste, nous avons reçu un immense soutien international de toutes les parties du monde et notamment de gens vivant dans des régions opprimées. C'est une grande preuve de solidarité d'être humain à être humain, avec l'instauration d'un dialogue Sud-Sud à la conférence des Nations Unies contre le racisme à Durban, pour que les gens du Sud puissent se rencontrer et discuter de leurs problèmes communs.

## **L'exploitation ouvrière**

Nous sommes très déçus par l'Union européenne. Les moyens de contraception fabriqués à Bâle ne sont pas vendus en Europe, mais ils sont vendus aux pays du Sud et notamment en Indonésie. Ce produit s'appelle Depo-Provera (DMPA). Nous nous sommes plaints à Bâle que ce contraceptif a été utilisé dans les usines indonésiennes pour augmenter la force de travail des jeunes ouvrières. Il a la propriété de bloquer les menstruations de la femme pendant six mois et de les rendre fortes. Après six mois de labeur, elles sont épuisées et renvoyées. Pendant cinq ans, nous nous sommes battues en vain sans aucun support des mouvements féminins européens.

Nous sommes également très déçues par les Nations Unies. Nous sommes venues, trois années de suite à Genève, pour nous plaindre des tortures, des assassinats et des viols commis sur les femmes. Elles n'ont jamais donné de réponse, elles n'ont jamais bougé. Nous avons décidé de ne plus venir à Genève. Le plus important est l'éducation, l'éducation politique. A travers l'éducation, nous pouvons libérer les gens, les rendre conscients de leurs droits. L'Union européenne octroie ses fonds de coopération de manière sélective. Les organisations progressistes sont considérées de gauche et ne reçoivent pas l'attention qu'elles devraient.

## **Renforcement des convergences**

*Ramon Quidulef*

Aujourd'hui, plus que jamais, on a besoin de la coopération internationale. Mais notre coopérative préférerait pouvoir s'en passer et que le pays se donne des politiques de mise en valeur des capacités acquises par les éleveurs, les paysans en général et de leur potentiel de développement. En d'autres mots : un cadre économique permettant un développement auto-soutenable. Nous sommes conscients que seule une meilleure organisation de la coopérative, mais surtout un renforcement des convergences et de l'unité avec tous les paysans et les associations de producteurs, peut nous aider. Dans ces conditions, seulement, nous pourrions forcer le gouvernement à nous écouter. Ceci n'est

pas une tâche facile, nous sommes confrontés à de nombreuses difficultés : le clientélisme politique s'appuyant sur le maniement des subsides, la dispersion géographique de la population, le manque de moyens économiques, les contraintes liées à la survie quotidienne, l'analphabétisme, une information pratiquement inaccessible (dispersion sur un très vaste territoire, pas d'électricité, accès très limité à la presse écrite, etc.). Il est difficile de s'organiser quand toutes les conditions se conjuguent pour nous marginaliser! Il est difficile d'être rentables et compétitifs quand toutes les politiques menées dans le pays cherchent à nous supprimer en tant que producteurs!

## La reconquête des droits à la citoyenneté

*Maria Angelina de Oliveira*

Le CEDAC a été fondé en 1979, pendant la dictature militaire, dans un contexte de lutte pour la re-démocratisation du pays. L'initiative fut prise par de militants engagés dans le mouvement syndical, les mouvements populaires et dans les pastorales sociales. À l'époque nous nous étions donnés pour mission de soutenir les mouvements sociaux, pour qu'ils puissent assumer le rôle stratégique qui leur revient dans le processus de re-démocratisation du pays.

Pendant les années 80, la dynamique de travail du CEDAC a été très marquée par l'action militante de ses fondateurs : dirigeants syndicaux, intellectuels, responsables des mouvements populaires et du mouvement ouvrier chrétien.

En 1985, le CEDAC participe avec d'autres organisations de la société civile à la création du Mouvement National pro-participation populaire à la constituante. La nouvelle Constitution, promulguée en 1988, représentait un pas important dans la lutte pour la reconquête des droits à la citoyenneté, c'est-à-dire que les organisations de la société civile avaient les conditions pour passer de l'action micro à la macro, du privé au public, de la résistance à la proposition.

Au début des années 90, les changements qui se produisaient dans la réalité brésilienne et internationale posaient de nouveaux défis aux institutions comme le CEDAC. En 1992, nous avons pris la décision de réaliser une auto-évaluation pour réfléchir sur nos

pratiques éducatives, remettre en question nos références théoriques, repenser notre vision de la société et actualiser notre mission. Celle-ci fut alors définie par les membres du CEDAC dans les termes suivants : "Développer les compétences et soutenir les mouvements sociaux urbains, pour qu'ils puissent mettre en place des actions politiques et s'organiser pour promouvoir le développement, la démocratie et la citoyenneté, au travers de processus participatifs d'éducation et d'organisation populaires dans le dessein de construire une société juste et solidaire".

Un des résultats de cette évaluation fut la restructuration du CEDAC autour de quatre programmes principaux : "Travail et revenu"; "Éducation pour la citoyenneté"; "Genre" et "Politiques publiques". Ce choix de travailler par programmes et projets permet alors d'améliorer l'efficacité des actions entreprises, mesurer les résultats et percevoir leur signification politique.

Un autre effet de cette évaluation fut le besoin d'amplifier la pratique du partenariat et la participation aux réseaux. Nous considérons cette stratégie fondamentale pour augmenter notre capacité d'action et obtenir un meilleur impact de notre travail. Le CEDAC arrivait à vaincre les résistances historiques par rapport au travail en partenariat avec les pouvoirs publics, sans pour autant se substituer à l'Etat quant à son devoir de mettre en place des politiques publiques.

## **La coopération solidaire stratégique**

*Marcos Arruda*

Il nous faut substituer le concept de dette financière par les concepts de dette sociale, historique et écologique élevant nos peuples au rang de créanciers. Les dons du Nord ne sont pas des dons, ce sont des réparations.

Le Nord doit aussi apprendre avec le Sud : appui mutuel, solidarité, affectivité, convivialité, approche durable de la nature. Les ressources de la terre sont limitées. Pour redistribuer les bénéfices du développement avec les pauvres, il faut réduire la consommation du Nord. Je ne parle pas seulement de Nord géographique, mais aussi de Nord social où nos élites consomment trop aux dépens de nos peuples.

Les peuples du Nord doivent éveiller leur sens de solidarité consciente. Ils ont besoin d'être éduqués pour leur propre développement. Pas seulement au niveau de la consommation, mais aussi pour leur personne, pour leur famille, pour leurs peuples. Car les familles du Nord, aussi, sont déchirées et les peuples n'ont pas d'unité, de solidarité. La coopération solidaire a deux niveaux : tactique, en rapport avec l'urgence immédiate qui a pour but de soulager la faim, le désespoir, les catastrophes. Ce niveau est très important, mais il doit être allié au

niveau de solidarité stratégique durable pour surmonter les inégalités. Cela ne doit pas être dirigé seulement vers les plus démunis, mais vers nous tous. L'Argentine, un pays riche, est devenu pauvre avec aujourd'hui 57% de sa population qui vit au-dessous du seuil de pauvreté et le Brésil a une immense masse de pauvres. Il ne faut pas renoncer à appuyer nos pays, car nos organisations travaillent avec des gens qui n'ont presque rien.

L'effet que produiront des changements, tels qu'au Brésil ou en Argentine, va irradier tout le continent. Entre les deux il y a l'Uruguay, petit pays qui ne peut, lui non plus, agir seul. On doit, donc, faire des alliances, on doit se mettre ensemble avec le reste de l'Amérique du Sud, avec l'Amérique Centrale, avec les Caraïbes. S'allier pour dire non aux pays du Nord, qui ne veulent pas de coopération mais qui veulent la domination. C'est à travers ce type d'intégration, qui est différente de celle de l'ALCA, que nous pourrons faire face à ce type de globalisation, en proposant une globalisation alternative. Une globalisation basée sur la coopération, sur la réciprocité, le respect de la diversité, la complémentarité et la solidarité. Voilà l'importance d'une collaboration solidaire stratégique.

### **La peur de la dénonciation des élites**

Au Pérou, après l'ère Fujimori, nous avons créé une commission pour étudier la corruption financière du congrès pendant les dix ans de Fujimori. Il y a un rapport publié par cette commission qui subit maintenant des pressions énormes pour que celui-ci disparaisse et qu'il n'y ait pas de suite. Il faut dénoncer, montrer les faits au public. Il faut travailler pour la transparence, car il y a beaucoup à faire.

Notre axe de travail actuellement est l'audit de la dette surtout dans les pays émergents. Surtout pour montrer quelle est la nature de cette dette. Si l'on fait cela au Pérou ou en Argentine, on va découvrir que la corruption a traversé l'endettement de ces pays.

Si on regarde les critères de légitimité et de légalité, alors la dette ne devrait plus être payée.



## **Eradiquer la pauvreté et les facteurs d'appauvrissement**

L'objectif explicite de toute coopération internationale entre le Nord et le Sud est le combat contre la pauvreté et la stimulation du développement économique. Dans la pratique, pourtant, comme démontrent les rapports annuels sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), nous assistons à un enrichissement relatif et absolu du Nord Global sur le dos de l'appauvrissement croissant du Sud Global.

Il est nécessaire de faire une distinction conceptuelle pour pouvoir discuter à fond sur la question des stratégies de coopération pour le développement. La pauvreté signifie l'état de carence d'une personne, d'une famille, d'un secteur social ou d'un pays, dépourvu de l'essentiel pour répondre à ses besoins fondamentaux. L'appauvrissement est un processus qui engendre et perpétue cette carence-là. Tout d'abord, rappelons la dette historique, déjà citée, des pays riches envers les pays pauvres. Celle-ci fut accumulée à travers des siècles d'exploitation coloniale, de violations des droits des peuples et de travail esclave. A celle-ci se sont ajoutées les dettes sociale et écologique, accumulées par des décennies de domination néo-coloniale, utilisant comme "exécutants" les élites des pays dominés.

En 1992, le PNUD a publié, dans son rapport sur le développement humain, un graphique montrant qu'en 1990 les pays en voie de développement avaient reçu des pays riches un total de US\$ 54 milliards d'aide officielle au développement. Cependant, ces mêmes pays avaient perdu sous forme de transferts de bénéfices au profit des pays riches, de service à la dette extérieure, de pertes commerciales et autres, un montant représentant environ

US\$ 500 milliards, c'est-à-dire neuf fois plus! L'aide officielle envisageait le soulagement de la pauvreté, tandis que la perte nourrissait un processus structurel et chronique d'appauvrissement.

La stratégie la plus commune de coopération internationale est tournée vers le "soulagement" ou le "combat contre la pauvreté" pris comme un fait et un état de carence. Elle a été adoptée par les agences officielles bilatérales (comme l'USAID) et multilatérales (comme la Banque Mondiale et le BID), aussi bien que par des agences non-gouvernementales des pays riches. Cette aide-là se traduit en politiques à caractère d'assistance et de compensation, en cherchant à réduire la pauvreté et même le nombre de pauvres, et à apporter du soulagement à leurs souffrances.

Notre argument est celui-ci : sans nourriture et sans le minimum essentiel, personne ne peut résister à une situation d'oppression ni s'éduquer pour la transformer. Pour cette raison, la stratégie décrite auparavant est importante et doit être maintenue. Cependant cela est insuffisant si l'objectif dépasse le soulagement pur et simple des pauvres et si nous envisageons d'agir sur les facteurs d'appauvrissement. À côté de la stratégie de soulagement et de réduction de la pauvreté, il est donc indispensable d'avoir une stratégie pour s'attaquer aux facteurs d'appauvrissement, stratégie appelée communément "Eradication de la pauvreté".

Nous rejetons toute forme de coopération répondant à des intérêts unilatéraux, ayant comme résultat l'augmentation de l'appauvrissement et la décapitalisation des peuples, privés du droit à la croissance économique et au développement social et humain.

## **La coopération pour quel développement ?**

Alliances et coopération, pour quoi faire ? Notre réponse est la suivante : prenant en compte les dettes historique, sociale et écologique des pays du Sud, c'est une obligation morale des pays du Nord de partager les ressources matérielles et financières avec les premiers. Celle-ci est la première définition de la véritable coopération internationale : toute aide authentique, pure et désintéressée du Nord vers le Sud n'est pas un don, mais surtout une réparation. Mais pas seulement : celle-ci est également un geste d'intelligence. Le monde est comme un grand navire, tous les peuples y sont embarqués. Mieux on s'occupe les uns des autres et du grand foyer qui nous accueille, meilleure sera la situation de tous et de chacun. La loi de la solidarité consciente et réciproque (un pour tous, tous pour un) est la plus intelligente et efficace pour gérer le bien-vivre et le bonheur durable pour tous les habitants de la Terre.

La deuxième définition implique la reconnaissance que le Nord a aussi quelque chose à apprendre du Sud : le soutien mutuel, la solidarité, l'affectivité, la convivialité, la manière d'avoir une relation durable avec la nature. Pour ces raisons, la coopération internationale authentique peut profiter aux deux partenaires.

Le sens profond de la *co-opération* consiste à travailler ensemble pour affronter le fait de la pauvreté, du manque de matériels et de l'exclusion et, simultanément, s'attaquer aux facteurs de l'appauvrissement. Venir en aide aux secteurs démunis des sociétés du Sud dans la mise en œuvre de politiques de soulagement est une coopération plus immédiate, plus facile à mobiliser et à justifier. Elle soulage, sauve des vies, diminue les douleurs. Nous l'appelons la coopération solidaire tactique. Cependant les politiques d'éradication de la pauvreté

sont aussi importantes que celles-ci. Elles visent à attaquer efficacement et durablement les racines de l'appauvrissement et de la décapitalisation. Elles font partie d'une stratégie de transformation socio-économique, politique et culturelle, pas seulement dans le pays impliqué, mais également de toute la planète et de l'humanité tout entière ! Elle consiste en un projet commun aux partenaires du Nord et du Sud auquel le Nord Global et ses institutions résistent et s'opposent. Le partenariat a besoin de forger et de fortifier courageusement des liens pour ce que nous appelons la coopération solidaire stratégique.

Cette coopération solidaire stratégique vise également à fortifier des processus de dépassement des deux façons erronées, idéalistes et abstraites de concevoir l'être humain : celle de l'égoïsme, de l'individualisme absolu, du moi-sans-nous, et celle du collectivisme absolu, du nous-sans-moi. Elle vise la collaboration entre des partenaires qui sont à la recherche de modes d'organisation socio-économique, politique, culturelle et interpersonnelle fondées sur le moi-et-nous en même temps.

Cette recherche exprime un autre projet de globalisation et de développement : une globalisation coopérative et solidaire et un développement du bas vers le haut et du dedans vers le dehors. Il est propre à chaque sujet, individuel et collectif, géré par lui-même. Il a pour centre les valeurs de la coopération, de la solidarité, de la réciprocité, de la complémentarité dans la diversité et la coresponsabilité. Cette recherche affirme encore que la valeur centrale de la société et de l'économie est l'être humain, son travail, son savoir, son pouvoir créatif, le sentir, le penser, le faire, qui construisent ensemble l'être et non le capital, ni son expression la plus simple, l'argent, l'avoir.

Il n'y a pas d'autre chemin pour la construction de ce projet sinon la démocratisation radicale de tous les droits humains, individuels et sociaux, économiques, politiques, culturels et environnementaux, plus le droit à son propre développement. La réalisation de ces droits constitue en pratique la citoyenneté active. Celle-ci inclut en outre la gestion partagée de la production et de la reproduction de la vie et l'accès au bien-être et au bonheur pour toutes les personnes composant la société.

Dans cette perspective, les formes coopératives et associatives d'organiser la consommation, de construire la connaissance et définir les nouvelles techniques, gagnent de l'importance. De même, la manière de gérer la production de biens et de services, les finances, la distribution et le commerce. Nous croyons que les leçons historiques du deuxième millénaire nous ont appris que, ni le

secteur privé ni l'Etat, peuvent remplir de manière satisfaisante le rôle de sujets de la société

En ce début de siècle, s'ouvre à la société civile le défi et l'opportunité de devenir elle-même sujet de son propre développement. Cette société est conçue comme le secteur premier et pas comme le troisième. Cette société est prise comme référence première et dernière, à laquelle serviront l'Etat et toutes les institutions représentant l'ordre politique et écosocial.

Pour cela, l'Etat doit être démocratisé, dans le but d'acquiescer les dimensions et la configuration adéquates à la mise en œuvre de la régulation, l'articulation et l'orchestration de la diversité, sans la sacrifier, en cherchant à créer des consensus négociés à partir du dialogue et de la persuasion, ayant pour base le bien et l'intérêt communs.

### **Comment réaliser la coopération solidaire stratégique ?**

Nous n'avons aucun doute sur le fait que la coopération solidaire stratégique est la plus exigeante et la plus difficile. Mais elle est également la plus souhaitable et c'est elle qui forge les alliances les plus persévérantes et les plus efficaces.

C'est un type de coopération engageant les deux parties et les liant de façon dynamique et active, dans une perspective allant au-delà de l'immédiat, du local et de la courte échéance.

Elle exige plus que le "donner et recevoir", et plus que simplement mesurer des résultats ! Elle exige un apprentissage mutuel, dans lequel :

- chaque partenaire enseigne et apprend à partir de son propre contexte ;

- ensemble, les partenaires collaborent et se complètent dans la recherche des facteurs-cadres qui déterminent la réalité à transformer ;

- ils coopèrent, toujours de façon complémentaire, dans l'action transformatrice, chaque partenaire dans sa sphère et dans son espace d'influence.

Nous croyons que la contribution la plus efficace des agences de l'hémisphère Nord pour la transformation du Sud consiste à agir pour la transformation de leurs propres pays et hémisphère. Il leur échoit, également, d'effectuer un travail politique et diplomatique afin d'exercer des pressions sur les centres de pouvoir, leurs propres gouvernements, les entreprises

transnationales provenant de leurs pays et les agences multilatérales, en faveur de règles de vie commune internationales plus justes et équitables et pour une démocratisation des institutions internationales et globales. Cela n'exclut pas qu'elles partagent aussi avec nous, les pays démunis, les ressources de la coopération internationale.

Je conclus cette brève présentation en donnant des arguments aux agences qui visent la coopération solidaire stratégique afin qu'elles maintiennent, pour diverses raisons, des pays comme le Brésil dans leurs agendas.

Parmi ces arguments, deux ressortent particulièrement :

- Ce sont des pays avec une haute incidence de la pauvreté, une forte inégalité dans la distribution des revenus, un endettement extérieur élevé, des élites soumises aux intérêts du monde riche et un présent profondément marqué par leur passé colonial ;
- Le rôle irradiant qu'ils exercent généralement dans leurs régions. Ils ont le pouvoir d'initier un "effet domino", soit pour le mal dans un sens compétitif et oppresseur, soit pour le bien, dans le sens de la coopération et de l'émancipation.

## IV – LE PARTENARIAT

Sujet délicat. Peut-on établir un véritable partenariat quand les fonctions des partenaires sont très différentes ? Souvent le partenaire du Nord est celui qui apporte l'essentiel du financement. Le rôle de bailleur de fonds ne biaise-t-il pas le partenariat ? Ne le rend-il pas inégal ? Le sujet n'a pas été abordé directement, mais nos amis ont souligné l'importance de la coresponsabilité.

### Enrichissement à travers l'échange

*Antonio Sánchez Mateos*

Je voudrais souligner, tout d'abord, l'importance des trois mots qui forment le nom du MCI et qui ont orienté son action le long de ses 40 années d'existence :

- En première place, nous trouvons dans la définition de son identité l'idée de MOUVEMENT. Ceci veut dire que c'est une institution dont l'identité initiale se réalise concrètement dans le devenir du groupe institutionnel lui-même et des partenaires avec lesquels il interagît pour atteindre ses objectifs. Le MCI se définit, donc, comme une institution disposée à relever les défis qui lui sont proposés par les transformations du mouvement social et qui se sont produites au cours de ces 40 dernières années.

- Le deuxième mot porte la raison d'être de ce mouvement en fonction d'une intentionnalité précise : la COOPÉRATION. Coopérer signifie se reconnaître en tant qu'acteur social et reconnaître d'autres, différents mais aussi en tant que sujets, avec lesquels on peut établir des accords pour mettre en commun nos énergies et créer des synergies ; contribuer à résoudre la problématique sociale et à développer les capacités des groupes et des secteurs marginalisés de la société. Cette coopération exige une reconnaissance mutuelle, un partenariat, dont les caractéristiques fondamentales seraient : Un accord sur l'essentiel : - la dignité et l'estime de l'être humain, spécialement

pour les personnes défavorisées de notre société et pour ceux qui en ont été exclus ; - l'intérêt commun pour construire un type de développement centré sur l'être humain, harmonieux et respectueux de la nature, un développement durable ; - potentialiser le développement intégral des personnes, dans toutes ses dimensions (physique, maturative, rationnelle, cognitive, affective, éthique, politique, économique, etc.)

- Le troisième mot définit la portée de ce mouvement de coopération. Son rayon d'action transcende les frontières géographiques nationales et continentales et se veut universel : il se définit comme INTERNATIONAL. Le concept même de « inter » donne une idée de l'enrichissement qui se produit à travers l'échange, l'interaction entre les cultures, les peuples, les nations, les partenaires. L'ensemble des différents projets appuyés par le MCI donne la mesure de cette diversité et de cette internationalité ; aussi bien par les acteurs et les secteurs sociaux (indigènes, paysans, citadins, jeunes, femmes) que par les régions et les pays représentés.

Dans la construction de son approche éducative, CLEBA interagit avec d'autres institutions au niveau mondial, en Afrique, Proche-Orient, Amérique Latine, Caraïbes et en Europe. A Genève : l'Institut pour le développement et l'éducation des adultes (IDEA) et le Département de didactique des langues de l'Université.

## Un climat de dialogue

*Maria Angelina de Oliveira*

Comme nous l'avons déjà souligné, au début des années 90 le CEDAC a vécu une période d'auto évaluation et de restructuration. En même temps, la conjoncture nationale nous mettait devant des défis d'ordre économique, social, politique, culturel et éthique, dont l'ampleur pouvait faire peur et interpellier notre capacité d'y faire face.

Dans ces processus de restructuration et de redéfinition des activités du CEDAC, l'appui institutionnel apporté par le MCI a été fondamental. Nous ne nous référons pas seulement à l'appui financier, mais aussi aux avis éclairants au cours des visites, au travail sur place, les interpellations sur le fond et la forme du projet.

Nous avons apprécié l'évaluation externe réalisée sous demande de la FGC pour la période 1997-99. Elle nous a aidés à réfléchir sur les résultats et les impacts de notre activité dans le domaine de la formation d'éducateurs et éducatrices populaires, du Programme Travail et Revenus, et la formation pour l'exercice de la citoyenneté. Les recommandations faites pour l'avenir nous ont aidés à avancer.

Nous tenons à réaffirmer que la méthode de travail utilisée par le MCI a contribué à un réel enrichissement réciproque. Le climat de dialogue, soit en nous soumettant des documents et les questions de l'équipe technique de la FGC

soit durant les visites sur place, rendait possible une interaction très bénéfique. Nous la considérons cohérente avec la philosophie que nous défendons et avec les processus de formation que nous appliquons dont la toile de fond est notre conception du Développement.

L'habitude du MCI de rencontrer systématiquement nos équipes, nos coordinations, ainsi que les bénéficiaires des projets à l'occasion des visites du chargé de suivi, remettait en lumière l'objectivité un peu perdue ou ensablée dans le feu de l'action quotidienne. Il n'y a pas de doute que ce regard d'évaluation a agi de façon significative et positive sur la mise en pratique des projets, sur l'adaptation des méthodes utilisées et sur nos propres réajustements nécessaires.

Il faut dire que nous avons encore des difficultés à identifier les indicateurs associés aux résultats, afin de suivre l'évolution et mesurer l'efficacité de notre travail. Cela est dû aux objectifs de notre intervention qui ne se limitent pas aux résultats finals, mais à l'ensemble du processus.

En synthèse, la relation avec le MCI a acquis une qualité d'égalité marquée par l'engagement réciproque, la co-responsabilité et la solidarité autour des objectifs communs. Le MCI s'est toujours préoccupé de respecter notre autonomie dans la définition de nos priorités, de nos critères, de nos choix.

## La coopération et les partenariats pour le développement

*Jecinaldo Barbosa Cabral*

Le partenariat avec le Mouvement pour la Coopération Internationale–MCI, ainsi qu’avec d’autres institutions de coopération, a été très important pour consolider notre mouvement. Ce soutien a été donné dans un contexte où le mouvement indigène commençait son processus d’organisation, en cherchant à modifier une situation marquée par l’irrespect profond de l’Etat brésilien et par beaucoup de violence à l’encontre de nos peuples, en atteignant de front les droits indigènes.

La solidarité internationale, par son soutien, a permis au mouvement indigène de réaliser son travail en faveur de la lutte pour les droits des peuples indigènes. Ce soutien a également permis la construction et l’élargissement des articulations internes et externes avec d’autres organisations indigènes et d’autres organes d’appui. Nous avons aussi entamé de nouvelles négociations avec les autorités gouvernementales aux niveaux municipal, des états et fédéral.

Sur ce point précis, la COIAB travaille continuellement à la formulation de stratégies capables de modifier les politiques publiques au Brésil en rapport avec les droits indigènes, exigeant un plus grand respect de la diversité et de la spécificité socioculturelle de nos peuples. De plus, nous contribuons réellement avec d’autres mouvements sociaux à la construction d’un Brésil meilleur, plus juste et plus humain. Nous nous articulons au-delà des frontières du pays dans une dynamique pour de changements plus importants. Pour nous, la coopération est importante dans le sens de la construction d’un monde plus juste et égalitaire. Mais la coopération, comme n’importe quelle autre relation

sociale, n’est pas toujours facile. Elle n’est pas toujours basée sur la compréhension nécessaire pour aborder les spécificités de chacun de nos peuples et dans chacune de nos régions. Dans ce sens, nous comprenons le partenariat avec la coopération internationale comme une forme de coresponsabilité dans la perspective de la construction de changements sociaux dans le Sud et dans le Nord.

Cependant, dans ce partenariat il est nécessaire que nous construisions une relation différente où le Sud n’est plus l’objet d’actions ou de projets d’assistanat ou, encore, fait assez fréquent concernant la question indigène, de projets présentant une vision exotique de l’indien. Ces attitudes ne contribuent en rien au processus d’autonomie et d’autodétermination. La transformation de la société dans le Sud pourra voir le jour si, au niveau du Nord, il y a une plus grande compréhension des dynamiques de lutte des mouvements sociaux du Sud, avec leur modèle organisationnel, leurs rythme et forme spécifiques de résolution des problèmes.

Pourtant, nous avons remarqué pendant notre voyage en Europe la compréhension encore fragile du partenariat Nord-Sud. Aujourd’hui, plusieurs institutions de coopération sont en train de changer leur politique de travail, leur orientation thématique ou la définition géographique d’action, malheureusement sans le respect nécessaire et sans le dialogue avec les partenaires du Sud. Très souvent, des exigences sont faites aux partenaires du Sud de façon unilatérale, en termes d’organisation interne, de participation, de transparence, de dialogue ; des critères

importants, mais qui ne sont pas toujours mis en pratique par les propres institutions de coopération du Nord.

En outre, il est encore difficile de nous entendre sur la manière dont les partenaires du Sud peuvent, petit à petit, acquérir leur autonomie et accéder à des formes acceptables de durabilité. Il y a encore peu de débats entre le Nord et le Sud sur les stratégies nécessaires à une possible indépendance des ressources du Nord tout en assurant une continuité du travail commencé.

Avec quels critères pouvons-nous déterminer le moment où une coopération n'est plus nécessaire? Les processus organisationnels du Sud pourront seulement se consolider si ce débat peut être approfondi dans un dialogue franc et ouvert, dans la perspective de la construction d'alternatives viables de changement social, de la création de conditions appropriées d'autogestion et de la possibilité d'assumer pleinement une telle responsabilité par les partenaires du Sud. Nous ne pouvons pas oublier que les mouvements sociaux du Sud sont en train de faire un travail extraordinaire, visant à modifier les règles du jeu dans leurs

rapports avec leurs gouvernements, en exigeant respect, participation et dialogue. Et pourtant, ces mêmes mouvements sont encore très peu considérés dans leurs droits fondamentaux.

Finalement, notre contribution au Nord peut se faire par le partage de notre expérience, de notre vie millénaire avec la nature ainsi que de nos façons de nous organiser socialement, où les intérêts économiques ne priment pas sur les autres valeurs fondamentales pour la vie et pour les sociétés humaines.

Et nous croyons, au-dessus de tout, au cheminement solidaire, de transformation, de multiplication des expériences et du respect de la vie.

Actuellement, le nouveau gouvernement semble développer une nouvelle politique envers les peuples amazoniens isolés. Des préfets, des gouverneurs indigènes collaborent avec COIAB pour chercher des stratégies propres pour faire face à ce défi. Il ne faut pas se lamenter, il faut faire face. Nous voulons corriger des injustices sociales, nous ne voulons plus cette dévastation du peuple indigène. C'est cela que nous demandons avec une coopération juste et solidaire.

## **Un partenariat peu commun**

La directrice du DOCIP (Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones - Genève) a tenu à rappeler comment le MCI est une des rares organisations qui soutient une organisation faîtière des peuples autochtones qui sera obligatoirement un appui à moyen terme. Il y en a très peu qui ont compris l'importance de soutenir des organisations autochtones qui luttent pour leurs droits. Il est difficile de trouver des appuis adéquats tout simplement parce qu'il n'y a pas de résultats à court terme, on ne peut pas montrer une bâtisse

qu'on ne peut pas montrer une bâtisse que l'on a construite ou des plantations qui poussent. Les donateurs privés, et même les bailleurs de fond, ont beaucoup de peine car il s'agit d'un travail à moyen et long terme. Bien sûr, il faut arriver à une autonomie, les autochtones du monde entier demandent le droit à l'auto-détermination, à pouvoir déterminer le futur, c'est inclus dans leur programme, il n'y a même pas à revenir là-dessus. Il faut plutôt montrer l'importance de soutenir de telles organisations, je crois que le MCI a montré le chemin.



## Un début de collaboration difficile

*Bernard Akakpo*<sup>3</sup>

Comme doyen de projets africains et spécialement togolais, je tiens à remercier le MCI avec qui nous avons collaboré depuis 1964. Les frictions que nous avons eues au départ, nous ont permis de mieux cerner les problèmes humains européens. Nous nous sommes rendus compte que les problèmes étaient universels, que l'Europe n'était pas un arbre à dollars et qu'il y avait aussi des personnes avec les mêmes préoccupations qui luttait pour avoir plus de bonheur sur la terre.

Nos quinze ans de collaboration avec le MCI ont été très positifs. Ma femme et moi avons contribué à de nombreux projets en Afrique. Notre expérience se situe sur trois échelles. La première est sur les organisations de jeunesse qui nous ont permis de découvrir, au-delà des problèmes matériels, le potentiel qui se trouve dans notre cœur. La deuxième portait sur le chômage, nous avons constitué une communauté d'artisanat, COMAT.

Nous avons regroupé plusieurs artisans pour permettre aux jeunes d'apprendre plusieurs métiers à la fois, pour devenir polyvalents après quatre ans. Nous avons formé des maçons, des peintres, des menuisiers, des mécaniciens et beaucoup d'autres.

Aujourd'hui cette communauté existe encore, ses apprentis ont repris l'action sous divers plans. Plusieurs collaborateurs ont pris des responsabilités au niveau administratif, syndical et politique. Cette communauté a permis de promouvoir d'autres ONG à travers le pays.

Nous avons réussi à rassembler d'autres organisations du Bénin, du Togo, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire pour former une Fédération interafricaine pour la coopération, FIAC. Malheureusement, nous avons été mal vus par les autorités, mais cela ne nous a pas empêché de continuer notre action. A présent, cette fédération a été démantelée et il ne subsiste plus que la COMAT.

Plus de mille apprentis ont été formés à travers cette communauté, non seulement sur le plan artisanal mais aussi technique. Cette formation a été reconnue auprès du gouvernement qui a organisé des examens de fin d'apprentissage pour remettre des diplômes. Il y avait une grande fierté chez les apprentis.

Au nom de toutes les personnes qui ont bénéficié de l'aide, pas seulement matérielle, mais aussi morale, merci à tous les membres du MCI pour le travail que nous avons réalisé ensemble.

---

<sup>3</sup> Bernard AKAKPO était le responsable de la Communauté Artisanale du Togo – COMAT.

## **RENOVER LA COOPERATION**

Arrivé à son 40<sup>e</sup> anniversaire, le MCI constatait que son action avait permis à des femmes et à des hommes de se "mettre debout". On dirait, de nos jours, qu'ils ont pu vivre leur "citoyenneté" en affrontant leur difficile quotidien. Répétons-le, ce résultat de la coopération internationale est un plus pour l'humanité tout entière. Le MCI y a apporté sa modeste contribution.

Mais ce constat est tempéré par une autre réalité : la coopération des ONG après plusieurs dizaines d'années d'activité est toujours, voire encore plus, nécessaire. Au niveau macro-économique, le bilan s'apparente à un échec. Il est vrai que jamais la coopération des associations de solidarité avec le Sud n'a prétendu être, à elle seule, "la" solution. Reste que pour le MCI, comme pour d'autres ONG de coopération, la question est de savoir ce qu'elles doivent faire pour devenir non nécessaires dans un délai raisonnable. Vaste débat.

Comme le montre cette brochure, le MCI a donné la parole à ses partenaires du Sud. Au cours de deux soirées, ils ont été invités à s'exprimer sur les thèmes du "développement", de la "coopération" et du "partenariat". Ce document donne un échantillon de leurs réponses.

### **La diversité des situations**

La description du cadre dans lequel s'insère l'action de nos partenaires met en évidence la grande diversité des situations, mais aussi un certain nombre de facteurs communs agissant directement sur chaque réalité sociale locale.

Les différences que l'on peut observer chez nos partenaires du Sud sont essentiellement culturelles, propres à l'histoire des peuples ; mais ces cultures sont actuellement poussées à l'uniformisation par l'imposition du modèle de vie et de consommation du Nord. Pour qu'elles puissent survivre dans toute leur richesse, il faut s'attaquer aux causes profondes qui empêchent d'autres types de développement économique et humain de voir le jour.

Selon le regard que l'on pose sur le Sud, on peut constater qu'il existe plus de similitudes que de différences. Elles sont le produit d'un passé colonial, du cadre imposé par les règles du commerce mondial, de la dette, des enjeux géopolitiques, etc.

Mais malgré ces similitudes, pour les ONG qui prétendent coopérer avec des associations du Sud, la première exigence est de connaître le contexte culturel, social, économique et politique dans lequel s'insère un projet. Trop souvent, nous, gens du Nord, nous n'avons même pas pris la mesure de l'influence de notre propre culture sur nos raisonnements, nos comportements. Nos partenaires nous l'ont rappelé : "apprendre" le Sud est une première nécessité.

## **Le développement, la croissance**

La notion de développement dans le discours de la coopération étatique est ambiguë. Il importait donc de demander à nos partenaires de s'exprimer à ce sujet. Le parallèle qui a été fait avec la croissance physique et le développement de l'être humain mérite d'être souligné.

Un minimum de croissance doit permettre de satisfaire les besoins essentiels en nourriture, éducation, logement, santé, etc. Mais cette croissance, après avoir atteint un certain niveau, devrait faire la place au développement humain, social et culturel. Il nous a été rappelé comment le niveau de consommation du Nord global épuise les ressources naturelles de la planète, tandis que le Sud manque de moyens pour satisfaire les besoins les plus élémentaires. Et, encore plus grave, les excès du premier conduisent à la famine de plus d'un quart de la population mondiale et au dépérissement culturel de peuples entiers.

Un défi à relever, surtout pour les sociétés du Nord : les intervenants ont exprimé leurs réserves à l'égard des modèles de développement exogènes et leur préférence pour les modèles endogènes, élaborés par les populations elles-mêmes et dans leur propre intérêt. Les Indigènes ont souligné la qualité de leurs rapports harmonieux avec la nature et ils sont prêts à partager avec le Nord leur expérience millénaire. Il est du devoir des ONG de faire des efforts pour mettre en place des projets qui prônent d'autres modèles de développement, différenciés et endogènes.

## **La coopération**

Il faut retenir des exposés de nos amis, comment le Sud est foisonnant d'initiatives. Ce dynamisme, dont ils ont donné témoignage, est un démenti à ceux qui présentent un Sud toujours indolent, léthargique, dépendant et quémandeur. Des obstacles de toutes sortes se dressent sur la route de ceux qui veulent un autre développement que celui voulu par le marché aveugle. Il faut relever ici la modestie de plusieurs de nos orateurs qui n'ont pas fait allusion aux violences qu'ils ont eues à subir chez eux, à cause de leur engagement pour un monde plus juste et plus solidaire. L'un d'entre eux a souligné l'importance de mettre en œuvre une coopération solidaire, stratégique, qui relève d'une certaine vision de l'être humain et qui demande aux partenaires du Nord et du Sud de s'attaquer ensemble, mais chacun depuis sa place, aux causes, aux racines de l'appauvrissement.

## **Le partenariat**

Ils nous ont demandé de voir le partenariat comme une forme de coresponsabilité, dans la perspective de la construction de changements sociaux au Sud mais également au Nord. Nous sommes peu habitués au dialogue à ce sujet au moment d'élaborer un projet avec nos partenaires. Au Nord, nous sommes préoccupés par la cohérence des objectifs et des moyens immédiatement liés au projet ; notre habitude est de souligner les exigences de la contrepartie de l'aide financière. Nous posons rarement la question à nos partenaires de savoir ce qu'ils attendent de nous au-delà du financement ; certainement nous avons à revoir notre attitude en matière de partenariat.

## **Une stratégie à élaborer**

L'intervention de nos partenaires du Sud incite à la réflexion. On l'a vu, les projets que nous soutenons sont importants pour l'exercice de la citoyenneté. Cependant, ils doivent s'inscrire dans une vision plus large de la coopération.

Que l'on songe au phénomène des flux financiers! En raison notamment de l'endettement, le courant des flux est défavorable au Sud ; à cet égard, notre coopération est à peine une réparation. Coopérer en négligeant le phénomène de la dette, c'est faire l'impasse sur une réalité qui a des incidences directes sur nos projets. On pourrait en dire autant des règles du commerce international.

Cette vision élargie demande aussi, entre autres: d'accepter qu'il y ait une marge importante entre ce que l'on voudrait ou qu'on attend et ce qui est possible dans le cadre actuel (dette, commerce international, appropriation des terres et des ressources de la part des multinationales, etc.) ; d'appuyer des projets, même s'ils se soldent par de résultats mitigés (c'est une manière d'appuyer la résistance des peuples, de les aider à faire leur propre expérience, à valoriser leurs forces et leurs capacités, à créer des liens, à réaffirmer leurs cultures). Mais, c'est aussi ouvrir la petite porte à un autre type de développement, que de combattre, au Nord, la notion d'efficacité économique en tant que critère premier d'évaluation.

Notre coopération doit s'inscrire dans une vision plus systémique. Le Sud ne pourra pas changer si le Nord ne change pas et vice-versa ; le mouvement se construit dans l'évolution simultanée de nos deux réalités. Le MCI est limité dans ses capacités : c'est évident qu'il ne peut pas travailler sur tous les fronts, mais il lui est possible de se mettre en réseau pour rendre son action plus efficace. Cela suppose, peut-être, une nouvelle organisation. Il lui faudra surtout élaborer une stratégie avec les partenaires du Sud et certainement rechercher de nouveaux partenaires au Nord.

Il lui faudra ouvrir le chantier de la rénovation de sa coopération. Un défi à relever.

## ANNEXES

---

---

### Histoire du MCI

Fondé en 1962 sous le nom de CICG, dans la mouvance de l'indépendance de nombreux pays du Sud, le Mouvement pour la Coopération Internationale est issu des mouvements de jeunesse engagées dans la vie de la cité (politique, syndicats, mouvement d'action catholique, associations de quartier). Le MCI a bénéficié, dès sa fondation, d'un réseau de partenaires dans les cinq continents.

But (selon statuts) : contribuer à la mise en place d'un réseau de solidarité à l'échelle mondiale et coopérer, sur la base de projets précis émanant de nos partenaires du Sud ; non seulement comme bailleur de fonds, mais également en ce qui concerne la confrontation des pratiques, des réflexions et des connaissances entre acteurs engagés pour une société plus juste.

Développer des utopies qui soient sensibles aux besoins de dignité de " tout homme ", en agissant depuis la Suisse sur toute domination économique ou politique, qui entrave un développement équilibré des pays du Sud, mais aussi des pays du Nord et de la Suisse spécialement, puisque le MCI est une ONG suisse.

*Le CIGC trouve son origine dans une prise de conscience, par quelques personnes qui se sont regroupées, de certaines réalités fondamentales et universelles dans une ouverture à tous les hommes, dans le respect de leur dignité et de leur liberté. Dans un véritable dialogue, bien des barrières qui séparent les hommes s'ouvrent.*

*Une action de coopération directe doit être conçue comme un support de la cause qu'elle doit servir : rien d'autre qu'un outil conforme et fonctionnel. L'outil exécute et ne détermine pas les options fondamentales.*

*(CICG, mai 1968)*

## **Les années 60**

- 1962-68 **Haïti** : *Foyer d'accueil rue de Monthoux*, pour Haïtiens et délégués syndicaux venant aux conférences.
- 1965-85 **Togo** : *Fondation de la COMAT*, Communauté Artisanale du Togo qui consiste à regrouper les artisans pour une formation humaine sociale et professionnelle sur le plan technique et théorique. Assurer une production artisanale répondant aux besoins du pays. Lutter contre le chômage et l'exode rural, développer l'esprit de coopération, d'entraide mutuelle et de solidarité.
- 1963-66 **Genève** : Rencontre des ONG présentes à Genève et travaillant dans des domaines de la coopération en vue d'une collaboration. Préparation d'un questionnaire pour celles-ci ; dépouillement des réponses et convocation de la rencontre. De cette rencontre est née la *table ronde*, une plate-forme pour l'échange philosophique et des expériences. Quelques unes des ONG présentes : Suisse Cameroun, Suisse Palestine, EIRENE groupe pour la paix entre autres.
- 1963 **Algérie** : *Cap Aokas, à 25 kilomètres de Bougie et Sétif*, envois d'infirmières pour la création de postes de santé, avec des médecins algériens. Recherche de médicaments appropriés à cette région.
- 1964 **Cambodge**, *Kampot* : appui à une coopérative de pêcheurs. Organisation d'un système de prêts en vue d'abolir le système des usuriers. Premiers balbutiements d'un système de micro crédit. Le président Sihanouk nous soutient par des lettres.
- 1968-69 **Suisse** : André Bieler dépose un manifeste demandant qu'un pourcentage pour la coopération soit inscrit dans le budget de la Confédération et qu'une relation plus juste entre la Suisse et les pays du Sud soit établie. Participation aux rencontres avec André Bieler, en vue de la création d'une section genevoise pour la Déclaration de Berne.
- 1969-70 **Suisse** : participation du MCI à la campagne d'information auprès de la population suisse, récolte de 10 000 signatures. Ces personnes s'engagent financièrement en versant de 1 à 3% de leur revenu pour l'aide au développement solidaire.

## **Les années 70**

- 1970 **Porto Rico** : soutien à l'action syndicale qui lutte contre la pollution des raffineries de pétrole et la centrale nucléaire.
- 1975-77 **Colombie** : soutien au Conseil Régional des Indigènes du CAUCA- CRIC. Le CRIC est un mouvement d'indiens luttant pour le respect de leurs droits (loi de 1890 qui reconnaît aux indiens de Colombie le droit à la possession inaliénable des terres de leurs réserves communautaires). Projet de formation agricole des indiens après la récupération de leurs terres.
- 1975 **Suisse** : participation à la campagne lancée par la Déclaration de Berne : *Nestlé tue-t-il les bébés "Baby Killer"*. Par des campagnes publicitaires en faveur de la consommation de lait en poudre en Afrique, Nestlé incitait indirectement les mères africaines à arrêter l'allaitement en faveur de son produit. Parmi les conséquences, des maladies chez les nourrissons, coûts supplémentaires, régulation des naissances affectée par l'arrêt de l'allaitement.

- 1978-1987** ***Colombie***, l'action de la *fondation colombienne Nuestra* est un soutien qui s'inscrit dans une perspective de solidarité concrète avec les besoins et les revendications légitimes des indiens de Colombie. Il s'agit d'un projet de recherche, de conseil juridique et de formation, en faveur des membres du MAICO, Movimiento de autoridades indígenas de Colombia.
- 1978** ***Afrique*** : Cofondateur de la Fédération Interafricaine de Coopération, FIAC, pour la promotion humaine économique et sociale, regroupant un réseau d'ONG dans une dizaine de pays francophones d'Afrique.

## **Les années 80**

- 1982** ***Pérou***, *Ceja de Montaña, Province de la Merced Chanchamayo* : Démarrage du projet Florida, promotion de l'agriculture pour une autosubsistance, formation et animation de groupes de femmes et de jeunes, développement du secteur préventif de la santé. En 1985, la Florida s'est constituée en groupe autonome et a adhéré à la FGC sous le nom de « Cooperativa Florida. » Les objectifs sont d'élever le niveau économique de la zone en donnant priorité aux plus démunis d'entre eux et ainsi indirectement stabiliser la population en milieu rural. Les domaines d'action sont l'agriculture et l'élevage, la création d'un jardin potager scolaire.
- 1982** ***République dominicaine***, *Saint Domingue* : Soutien à la formation de cadres de la CACS, la Confederación Autónoma Sindical Clasista visant à l'amélioration du niveau de formation des militants syndicaux, pour renforcer quantitativement et qualitativement le mouvement ouvrier.
- 1983** ***Brésil***, *Rio de Janeiro* : Aide à la mise en place d'une coopérative d'électroménagers pour la formation professionnelle et permettre l'accès à une carte de chômage après cette formation.
- 1983** ***Sénégal***, *M'Bour* : Projet d'exploitation et commercialisation de produits de la pêche. L'Union des pêcheurs et mareyeurs solidaires, UMPS, vise à combattre l'enrichissement illicite qui s'effectue au détriment des pêcheurs et mareyeurs. Développement économique des secteurs ruraux avec la pêche, l'agriculture et l'élevage pour une élévation du niveau de vie. Formation pour une autogestion et un financement afin de continuer l'activité du travail sans dépendre de finances externes.
- 1983** ***Thaïlande***, *Bangkok* : Sécurité et formation des immigrés venus à Bangkok de l'intérieur du pays, partenariat avec ACFOD, Forum culturel de l'Asie pour le développement.
- 1984** ***Chili***, *Chonchi, île de Chiloé* : La Cooperativa Campesina Chonchi cherche à promouvoir un développement intégral dans les régions, respectueux de l'environnement des populations concernées et valorisant leur esprit d'initiative, d'indépendance et de solidarité. Amélioration des semences de pommes de terres et de blé.
- 1985** ***Uruguay***, *José Pedro Varela* : Aux limites de Montevideo et de Canelones, soutien au CUCDE, Centro Uruguayo de Cooperación para el Desarrollo. Appuyer avec l'équipement nécessaire le travail en cours avec des enfants de 3 à 5 ans en éducation préscolaire et en garderie. Créer un programme d'éducation extra scolaire et former des personnes volontaires locales pour le mettre en pratique. Appuyer l'équipement en lits du service maternel en création, pour enfants de 0 à 2 ans. Donner l'appui technique, un moyen d'évaluation collectif, aux groupes de parents et d'habitants pour l'exécution d'activités incluses dans les projets et leur supervision.

- 1986** ***Pérou**, projet Paju : Le CECONSEC, Centrale des Communautés Natives de la Selva Centrale* vise à élever le niveau socio-économique dans les sociétés natives. Appuyer leurs efforts pour sauvegarder leur indépendance et agir de manière à ce que la population soit le moteur de son propre développement. Favoriser les techniques d'agriculture adaptées à l'écosystème de la forêt. Donner aux femmes les bases de nutrition et d'hygiène nécessaire au bien être de la famille. Favoriser la scolarisation des enfants, accès aux soins de santé primaire.
- 1987** ***Brésil**, Sud, Sud Est, Nord et Nord Est :* Cours de formation pour responsables d'associations de quartier et de favelas avec le CEDAC, Centre d'action communautaire. Les participants reçoivent une formation dans les domaines de l'utilisation appropriée du sol urbain, de la consommation et de la distribution des services en eau, électricité, égouts ; mais aussi en ce qui concerne l'autonomie des organisations populaires, le rôle des dirigeants des associations et la fonction politique des associations. Une deuxième phase de ce projet a été réalisée en 1989.
- 1988** ***Pérou**, San Blas, province de Huancayo, Andes péruviens :* Le projet Vilca avec CICTAC, Centro de Investigación Social y Técnica de Agroproducción, vise au développement de l'agriculture d'autosubsistance, animation pour des groupes de femmes dans la prévention de la santé.
- 1988** ***Pérou**, San Martin de Porres, Lima :* Appui à l'organisation de pharmacies populaires avec ACISEP, Alternativa, Centro de Investigación Social y Educación Popular. Fond de roulement pour 25 pharmacies communautaires.
- 1988** ***Brésil**, Rio Grande do Sul :* Construction de fours communautaires dans plusieurs "assentamentos" du MST, Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terre, en partenariat avec la commission de Justice et Paix du Rio Grande do Sul. Mise à disposition d'un local de réunions avec la possibilité de cuire du pain.
- 1988** ***Brésil**, Rio Grande do Sul :* Cours de formation professionnelle agricole dans un "assentamento" du MST, Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terre, en partenariat avec la commission de Justice et Paix du Rio Grande do Sul. Cours sur la production agricole, l'élevage et la commercialisation de la production. Les cours touchent également l'organisation de la communauté en ce qui concerne les problèmes de santé et d'éducation.
- 1988** ***Pérou**, Madre de Dios :* Ametra 2001, amélioration des conditions de vie des communautés natives de l'Amazonie péruvienne, notamment dans le domaine de la santé tout en conservant leur héritage culturel et leur milieu naturel. Assurer la recherche et l'étude de la médecine traditionnelle des peuples indigènes. Edifier un centre ethno-biologique, permettant la propagation des études et des connaissances acquises.
- 1989** ***Brésil**, Rio de Janeiro :* Formation de responsables et de groupes d'action communautaire, en collaboration avec le CEDAC, Centre d'action communautaire. Les participants reçoivent une formation relative à la constitution et la formation des groupes, aux choix, à la production et à la commercialisation des produits.
- 1989** ***Uruguay**, Bella Unión :* Atelier de couture, tricot et tissage pour femmes, avec le Movimiento por la Tierra. Créer une nouvelle source d'emploi stable avec le financement de métiers à tisser, machines à tricoter, machines à coudre, des aiguilles et un stock de laine. Autofinancer le fonctionnement de la cuisine populaire pour enfants (Comedor para los niños).



- 1989** ***Pérou**, Lima* : Appuyer les associations populaires du quartier Hijos del Almirante Grau dans leurs démarches pour une meilleure éducation et santé, ainsi qu'une organisation communautaire plus efficace et autogérée. Partenariat avec CEPEI, Centro de Promoción y Educación Integral.

## **Les années 90**

- 1990** ***Népal**, Gorkha* : Projet de développement rural, valorisation des productions locales et organisation des producteurs. Ce projet soutient 8 groupes villageois (village Panchayats) constitués en « cottage industry », et mène des activités dans différents domaines économiques : les plantes médicinales, qui constituent un secteur clé de l'économie locale et nationale, exportées à l'état brut vers l'Inde, pour la fabrication de médicaments traditionnels, ayurvédiques. Création d'une entreprise régionale pour la transformation de ces plantes médicinales.
- 1990** ***Brésil**, Pelotas, Rio Grande do Sul* : Construction d'un local d'élevage de lapins et d'une unité de tannerie pour améliorer les ressources propres à l'Instituto Espirita Lar de Jesus, IELJ, qui reçoit des enfants nécessiteux de Pelotas. Ce projet a connu des difficultés, le local d'élevage et de tannerie est maintenant utilisé comme salle de gymnastique, préau couvert et lieu de réunion.
- 1990** ***Brésil**, Manaus* : Soutien à la Coordination des organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne, COIAB. La COIAB a été fondé en 1989 pour la conquête et le respect des droits des indiens dans les domaines culturel, économique et social. Elle assure également la représentation des indiens dans les instances où se prennent les décisions les concernant. Le MCI apporte un appui à l'institution même, sans que le financement soit affecté à un projet particulier. Ce partenariat est toujours en œuvre.
- 1990** ***Brésil**, Rio de Janeiro* : Soutien aux activités de Centre d'Action Communautaire, CEDAC. Le CEDAC est une institution de formation pour les dirigeants populaires, les responsables et les membres d'organisations économiques populaires, les éducateurs et éducatrices en alphabétisation. Il collabore avec les collectivités publiques locales pour la promotion de l'emploi. Il a trois axes de travail : "Travail et citoyenneté", "Femmes et citoyenneté" et "Education et citoyenneté". Le MCI apporte un appui institutionnel ; ce partenariat est toujours en œuvre.
- 1991-95** ***Brésil**, Jaboticatubas, Minas Gerais* : Action de soutien pour l'hôpital de Jaboticatubas. L'appui doit permettre à l'hôpital de rester ouvert dans cette localité éloignée de Belo-Horizonte, capitale de l'état, et d'assurer les consultations pour les habitants de la municipalité.
- 1991** ***Vietnam**, district de Tien Lang* : Avec d'autres partenaires du Nord, le MCI, a participé au financement du développement d'élevages de crevettes d'une coopérative de la province de Haiphong.
- 1992-95** ***Vietnam**, Doan Ket, Hoc Mon, Saigon* : Soutien à la coopérative de Doan Ket pour la diversification de ces activités dans les domaines de la filature, du tissage et de la confection. Mise en place d'un programme de formation pour les jeunes sans travail, souvent non scolarisés. Quatre-vingt jeunes seront formés par saison..
- 1992** ***Brésil**, Nova Aurora et Belford Roxo, Rio* : Appui aux écoles communautaires créées par les associations de quartier pour la scolarisation des enfants avec la collaboration du CEDAC.

- 1992** *Pérou*, *Puente Piedra, Lima* : Projet de surveillance et de récupération nutritionnelle avec la collaboration d'INASEC, Institut de Conseil et de Développement Communautaire. Créer un système permettant le contrôle et la récupération nutritionnelle afin de prévenir et d'identifier les cas de dénutrition dans les nouveaux villages du district.
- 1993** *Pérou*, *Caraz, province de Chavin de Huantar* : Cordillère blanche, projet d'appui aux initiatives locales du village de Paron. Construction de moulins hydrauliques avec la participation d'ADACIS et ADDUCIS. Plantation de Chakpas et autres plantes natives. Ce projet a impliqué toute la population ainsi que les écoliers.
- 1993** *Liban* : Projet d'*alphabétisation*. Promotion de formateurs, de moniteurs d'alphabétisation, mise en place d'unités d'alphabétisation, organisation de séminaires de recyclage pour une formation permanente, création et réalisation de dossiers pédagogiques. ALPHA, Association libanaise pour la Promotion et l'Alphabétisation, perçoit ses objectifs comme un facteur de paix et de sauvegarde de l'unité du pays. Formation de l'individu au sens de sa citoyenneté en vue d'en faire un acteur au sein de la société libanaise.
- 1993** *Brésil*, *Comar, Récife* : Réorganisation de la coopérative artisanale de Comar. Ce projet a longtemps été soutenu par le Mouvement Populaire des Familles, MPF.
- 1994** *Vietnam*, *commune de Bach Dang, district de Tien Lang* : Avec d'autres partenaires, le MCI a participé au financement du développement d'élevages de porcs.
- 1995** *Haïti*, *Cap Haïtien* : Envoi de livres pour la bibliothèque de la faculté des sciences et de l'éducation.
- 1997** *Brésil*, *Rio de Janeiro* : Projet "Vivre et apprendre", en partenariat avec le CEDAC. Appui scolaire et réalisation d'activités culturelles et sportives pour les enfants de plusieurs favelas de Rio. Le projet consiste essentiellement à former des éducatrices et éducateurs qui prennent en charge ces enfants. Ce projet a été poursuivi jusqu'en 2001. Une suite est maintenant à l'étude sous le nom de "Vive la Vie".
- 1998** *Argentine*, *Neuquèn, contrefort est de la cordillère des Andes* : Pour pouvoir améliorer leur situation et sortir de la pauvreté, un groupe de producteurs-éleveurs de la région a créé en 1989 la coopérative "Quine Raquizam Ltda.". Au début, l'activité de la coopérative était essentiellement centrée sur la commercialisation de la laine de mouton et du poil de chèvre. Dès 1991, la FGC a appuyé cette coopérative, le suivi étant assuré par le MCI dès 1998. Diversification de la production, élevage de porcs, apiculture, exploitation rationnelle de la forêt et jardins potagers.
- 1997-2002** *Haïti*, *Port au Prince* : Le MCI soutien la DEFAP, service protestant de mission (Paris/Haïti), pour la formation en cours d'emploi d'une équipe de cadres de l'éducation selon la méthode de la recherche action. Cette méthode tient compte, le plus possible, de l'expérience professionnelle ou de l'expérience de vie déjà accumulée, valorise les acquis, stimule l'observation des réalités et renvoie, avec la formation en plus, vers ces réalités pour se situer comme acteur de transformation. Rédaction d'Histoires de Vie. Une dizaine de Haïtiens ont présenté leurs mémoires au collège coopératif de Paris. En 2001, formation de l'APRA, Association Protestante pour la Recherche Action, constituée de l'équipe des Haïtiens ayant suivi cette formation.

- 2001** Colombie, *Itagüi et Blanquizal, Antioquia, Medellín* : Projet d'éducation d'adultes en faveur des femmes d'Itagüi avec la CLEBA, organisation pour l'éducation populaire de base des adultes. Les femmes, en particulier, connaissent une situation difficile car elles bénéficient peu de l'accès à des unités d'instruction. Une femme sur cinq est analphabète, alors que la moyenne du pays est d'une sur dix ; par ailleurs, une femme sur cinq a réellement terminé sa scolarité primaire. Beaucoup d'entre elles doivent, cependant, subvenir seules aux besoins de leur famille.
- 2001** Argentine, *San Francisco, Cordoba* : Centre de diagnostic, stimulation et réhabilitation intégrale. AKHENATON vise à l'amélioration de la qualité de vie des enfants et adolescents à risque bio psychosocial. Cette institution s'occupe, en priorité, de la prévention et de l'évaluation multidisciplinaire qui permettent l'élaboration de projets personnalisés pour que l'enfant puisse utiliser ses capacités. Ce type de démarches permet de développer également des projets d'insertion à la vie productive.

### **Collaborations et appuis divers**

- 1990** Réalisation d'un film vidéo *La Parole aux Indiens* réalisé en partenariat avec le Conseil Indigéniste Missionnaire Indigène, CIMI. Le thème reprend le rôle des représentants des peuples indigènes dans les institutions internationales, notamment à la commission des Droits de l'Homme.
- 1992** Proposition de création et participation au comité d'appui pour la *démarcation des terres indigènes du Brésil*. Information et récolte de signatures adressées au gouvernement brésilien.
- 1997** Exposition *Les sans terre du Brésil* de Sebastião Salgado, et réalisation d'un débat public relatif aux violences exercées à l'endroit des sans terre, à Eldorado de Carajas, Etat du Pará en 1996. Collaboration avec le SIT, Syndicat Interprofessionnel des Travailleuses et des Travailleurs, et TDH, Terre des Hommes Suisse, Genève.
- 1998** Adhésion à la *Campagne des mines antipersonnel*.
- 1999** Soutien au journal *Le Courrier*. Soutien à la *Campagne Clean Clothes*, lancé par la Déclaration de Berne.
- 2000** Soutien à la revue *Pasado y Presente XXI*, Indonésie, Jajakarta. Appui au *Centre Lebret* pour l'organisation du séminaire Mondialisation et Spiritualité.
- 2001** Soutien à l'organisation de l'*assemblée générale des Mapuches*, Río Negro, Arg. À Genève, le MCI est accepté comme institution d'*affectation de civilistes* ; il devient membre de l'association *ATTAC* ; il devient membre de la Maison des associations où il obtient un local qui est actuellement son siège.
- 2002** Soutien aux *Mapuches*, Río Negro, Argentine, dans l'achat d'un véhicule pour favoriser le rapprochement des communautés éloignées qui font partie de la coopérative de Neuquén.

## Quelques données biographiques

**Darwis Khudori**, Architecte, historien, écrivain; Maître de conférences à l'Institut des Langues et Civilisations Orientales (ILCO) dès 1999, Faculté des Affaires Internationales, Université du Havre ; Coordinateur de l'Atelier Recherche-Action "Spiritualité et Mondialisation" au Centre Lebret à Paris, aussi membre du Conseil d'Administration et du Conseil de rédaction de la publication de ce centre de recherche-action.

**Ita Fatia Nadia**, Comité de direction du Yayasan Pondok Rakyat (People's Shelter Foundation), dès 2002. Chef des relations internationales, Commission nationale pour les femmes, Jakarta, dès 1999. Directeur du Kalyanamitra, Organisation féminine du Centre de documentation et d'information, Jakarta, 1993-1999. Coordinatrice de l'équipe humanitaire volontaire sur la violence à l'encontre des femmes., 1996-1999. Présidente du Forum d'appui au Timor de l'Est, Indonésie, 1997-1999.

**Basile Mahan Gahé**, Etudes en Sciences du travail – Droit social approfondi, à l'Université Libre de Bruxelles (ULB). Il y prépare un "3e cycle" sur "Le travail informel" en 1986. Basile travaille jusqu'en 1998 à la Direction de l'emploi au Ministère du travail en Côte d'Ivoire, Secrétaire Général de "Dignité", syndicat fondé le 12 février 1987, Président de la Confédération Mondiale du Travail – CMT, membre du Conseil d'Administration de l'Organisation Internationale du Travail. Actuellement "Dignité" regroupe 284 syndicats de base et revendique 120'000 adhérents regroupés dans 24 centrales professionnelles et 6 fédérations régionales. C'est le syndicat le plus représentatif en Côte d'Ivoire. "Dignité" c'est aussi une "Coopérative Nationale du Développement" – CND qui regroupe 32 coopératives formées de paysans, et de femmes. L'accent est mis sur les cultures vivrières (riz, patate douce, igname). "Dignité" a créé une caisse d'épargne "Doni – Doni", en français "Petit à Petit" (l'oiseau fait son nid).

**Francois Pierre Enocque** (ou pour les créolophones Enock) est fils de pasteur baptiste et frère de famille nombreuse. Il a grandi dans le département du Sud, Haïti, et a fréquenté l'Ecole Normale d'Instituteurs dans sa ville principale des Cayes. Jeune enseignant, il a été recruté par la CEEC (Commission Episcopale pour l'Enseignement Catholique) pour être animateur. Par la suite, il a été choisi par la FEPH (Fédération des Ecoles Protestantes d'Haïti) comme animateur du Bureau de cette organisation pour le département du Sud et superviser les écoles protestantes de cette région.

**Gauthier Denizard Thamar Joanne** (couramment appelée Thamar) vit dans la capitale d'Haïti : Port au Prince. Elle a suivi l'Ecole Normale d'Instituteurs du Centre Pédagogique Rural Protestant (CPRP) situé à Pétienville. Bientôt l'Eglise Méthodiste lui confie des responsabilités au sein de son système d'éducation. Après avoir géré la formation des enseignants, elle a été appelée en 2000 à co-gérer le BEMHEG (Bureau de l'Eglise Méthodiste d'Haïti pour l'Education Générale) et coordonne à ce titre l'activité des enseignants et cadres éducatifs de plus de 80 écoles fondées à travers le pays par cette dénomination. Thamar a rejoint à son tour la formation de cadres de l'éducation pour le secteur protestant en 1999. A l'issue de leur formation Enock et Thamar ont été tous les deux diplômés du Collège Coopératif de Paris (Diplôme des Hautes Etudes de Pratiques Sociales).

**Maria Rosa Paviola**, Physiothérapeute de l'UNC depuis 1973, Directrice adjointe de 1998 à 2000, membre de l'équipe de travail APRID (Association de Parents et Responsables de l'intégration de l'handicapé) de 1993 à 2000. Coauteur du Manuel de la « Cátedra de Psicomotricidad » en Physiothérapie et Kynésiologie en 2000.

**Nancy Poitier** s'installe dans la province de Neuquén avec ses trois enfants, après avoir passé 33 ans de sa vie à Buenos Aires. Elle y rencontre un groupe de compagnons travaillant à la naissance d'une coopérative pour Mapuches et Criollos (créoles). Par sa connaissance en comptabilité, elle assure, dans un premier temps, la partie administrative légale et fiscale. Par son intégration et l'amitié développée au sein de la Coopérative *Quiñé Raquizam* (Une seule pensée), elle est nommée secrétaire de l'éducation. Ses nombreux voyages dans la zone d'Alumine, bravant les conditions naturelles et sociales, lui ont apporté de nouvelles expériences de vie et constituent un apprentissage constant. Son intégration, bien au-delà de sa position de comptable, a été un changement très significatif dans sa condition de vie.

**Maria Angelina de Oliveira** est éducatrice, membre de la Coordination exécutive du Centre d'Action Communautaire (CEDAC) de Rio de Janeiro, dont elle est un des fondateurs et chargée des relations institutionnelles. Alors jeune travailleuse au Nordeste brésilien, elle s'engage dans le mouvement ouvrier au sein de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne dont elle est devenue l'une des dirigeantes aux niveaux national et international. Dans les années 70, elle a eu à subir la répression de la dictature militaire.

**Marcos Arruda** est économiste et éducateur à l'Institut de Politiques Alternatives pour le Cône Sud (PACS) de Rio de Janeiro. Membre de l'Institut Transnational (Amsterdam), et économiste du Parti des Travailleurs, il participe au Mouvement Foi et Politique du Brésil. Dans les années 70, engagé dans le mouvement ouvrier brésilien, il a eu à souffrir de la dictature militaire.

**Nelly Medina**, alphabétisatrice au sein du projet des femmes dans la commune d'Itagüí (Antioquia, Colombie). Cette femme de 48 ans a su surmonter des grandes difficultés tout au long de sa vie.. Née au sein d'une grande famille (12 frères et sœurs) sans moyens, elle a connu les mauvais traitements depuis sa plus tendre enfance. Elle deviendra orpheline à l'âge de 17 ans, sans avoir pu finir l'école primaire et ayant comme seul bagage son expérience en tant que domestique. Rapidement elle trouvera celui qui est aujourd'hui son époux et le père de ses deux enfants et qu'elle accompagnera pendant des longues années dans sa lutte contre l'alcoolisme. À partir de cette expérience de vie, Nelly a pu comprendre ce que signifie d'aider autrui à prendre en main sa propre destinée et de se construire soi-même à travers l'action. Elle s'est retrouvée capable de surmonter autrement les difficultés et a ressenti le besoin de le partager au-delà de sa propre famille. C'est ainsi qu'elle a trouvé la motivation et la force nécessaires pour se former elle-même afin de pouvoir après se donner pleinement à la cause de l'éducation et l'alphabétisation des femmes dans le cadre du projet de Cleba.

**Antonio Sánchez Mateos**, Espagnol par naissance, se définit soi-même comme étant un « citoyen universel par vocation ». Ayant réalisé des études dans divers pays européens, il a choisi l'Amérique Latine comme centre de ses activités. Théologien de formation il s'est spécialisé en Catéchèse, licencié en Éducation de la Philosophie et les Sciences religieuses, spécialisé en Pédagogie de la Langue écrite et Maître en éducation. Après avoir fait son expérience comme professeur d'éducation secondaire en sciences sociales et langues classiques en Espagne il participe depuis 25 ans dans différentes instances de promotion sociale en Amérique Latine. On peut signaler, entre autres, le Centre de Formation et Développement des paysans au Pérou et, en Colombie, la Fondation San Isidro à Duitama, et l'Institut Mayor Campesino à Buga. Enseignant dans diverses universités (secteur de l'éducation), il a participé dans des congrès sur l'éducation des jeunes et des adultes, et publié des articles sur le sujet ainsi que plusieurs matériels pédagogiques. Depuis 1992 il est le Directeur de la Corporation Éducative CLEBA, avec siège à Medellín, s'occupant de la formation de base des jeunes et adultes et développant des programmes de formation à la citoyenneté.

Quelques données chiffrées relatives aux pays dont sont originaires les partenaires et orateurs du 40e anniversaire du MCI

	<u>Données / Pays</u>	<u>Argentine</u>	<u>Brésil</u>	<u>Colombie</u>	<u>Haïti</u>	<u>Côte d'Ivoire</u>	<u>Indonésie</u>	<u>Suisse</u>
1	Superficie (en km <sup>2</sup> )	2 780 000	8 547 000	1 139 000	28 000	322 000	1 905 000	41 000
2	Population (en millions d'habitants)	37.5	172.6	43	8.1	16.4	213.6	7.2
3	Densité (hab/km <sup>2</sup> )	14	20	41	294	52	118	182
4	PNB, volume en milliards de US\$ (1)	261	528.5	82	3.9	10.3	144.7	266.5
5	PNB par habitant en US\$	6 960	3 060	1 910	480	630	680	36 970
6	Fécondité (2)	2.6	2.4	2.6	4.7	5.2	2.7	1.5
7	Espérance de vie (nombre d'années)	74	69	71	49	46	68	80
8	Consommation d'énergie en kgep/hab (3)	1 727	1 068	676	265	388	658	3 738
9	Indice de Développement Humain - IDH (4)	0.844	0.757	0.772	0.471	0.428	0.684	0.928
10	IDH, classement mondial (sur 173 pays)	34	73	68	146	156	110	11
11	Empreinte écologique totale (5)	3.03	2.38	1.34	0.82	0.92	1.13	4.12
12	Capacité biologique ou Biocapacité (6)	6.66	6.03	2.53	0.26	2.00	1.82	1.82
13	Déficit écologique (7)	-3.63	-3.65	-1.19	0.56	-1.08	-0.69	2.30
14	Dette extérieure en milliards de US\$	148.8	237.6	37.6	0.817	10.6	131.4	
15	Dette en % des exportations	66.3	75.4	36.1	5.2	13.5	23.6	

**Sources** : Les huit premières lignes sont extraites du "Bilan du Monde" édition 2003 du quotidien "Le Monde" (Paris). Les données concernent l'année 2001, sauf la ligne 8 qui concerne 1999. Les lignes 9 et 10 sont extraites du "Rapport mondial sur le développement humain 2002" publié pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) par les éditions "De Boeck" à Bruxelles; elles concernent l'année 2000. Les lignes 11, 12 et 13 sont extraites du rapport "Planète Vivante" 2002 édité par le World Wildlife Fund - WWF International © à Gland (Suisse). Les chiffres concernent 1999. Ceux des lignes 14 et 15 sont donnés par la Banque Mondiale (site Internet). Ils concernent 2001.

### NOTES AU TABLEAU

- (1) PNB = Produit National Brut. Il mesure ce qui est produit par les entreprises nationales sur le sol national comme à l'étranger. Il ne prend pas en compte l'activité des entreprises étrangères sur le sol national.
- (2) Nombre moyen d'enfants par femme.
- (3) kgep = En kilogramme-pétrole par habitant pour 1999.
- (4) L'IDH prend en compte des éléments tels que l'espérance de vie, l'instruction et l'accès au savoir et la possibilité de disposer d'un niveau de vie décent. L'indice va de 0 à 1. Un développement humain élevé est supérieur à 0.800. Il est moyen entre 0.500 et 0.800. Il est faible en dessous de 0.500.
- (5) L'empreinte écologique. Elle est une mesure de la quantité productive de terre et d'eau qu'un individu, une ville, un pays ou l'humanité nécessite pour produire les ressources consommées et pour absorber les déchets générés en utilisant les technologies courantes. Cette surface peut se trouver n'importe où dans le monde. Elle se mesure en hectares globaux (terres cultivées, océans, pâturages, forêts) par personne. On compte 11,4 milliards de ces hectares sur la planète.
- (6) La capacité de production biologique totale annuelle d'un espace biologiquement productif (par exemple à l'intérieur d'un pays). Elle est exprimée en hectares globaux.
- (7) Le déficit écologique est la part de l'empreinte écologique d'une population (d'un pays ou d'une région) qui dépasse la capacité biologique de l'espace disponible de cette population. Il se mesure également en hectares globaux par personne.

Remarque : au niveau mondial, en 1999, l'empreinte écologique totale est de 2,28, la bio-capacité de 1,90 et le déficit écologique est de 0,38. Cela signifie qu'en 1999 la consommation des ressources naturelles a dépassé de 20 % la capacité biologique de la Terre. A ce sujet, il est intéressant de voir les chiffres pour la Suisse.

La conception et la mise en page de cette brochure a été confiée à une équipe bénévole du MCI, intégrée par Bernard Comoli, Daniel Ariosa, Norma Ariosa-Visconti et Olivier Langoisseux.



## Chanson évidente

*J'ai choisi l'ombre de cet arbre  
Pour me reposer du trop que je ferai  
Pendant que je t'attendrai.*

*Celui qui attend dans l'espoir pur  
Vit dans un temps de vain espoir  
Pour cela, pendant que je t'attends  
Je travaillerai les champs  
Et je parlerai avec les hommes*

*Je suerai mon corps, que le soleil brûlera  
Mes mains auront des cals  
Mes pieds apprendront les mystères des chemins  
Mes oreilles écouteront davantage  
Mes yeux verront ce qu'avant ils ne voyaient pas  
Pendant que je t'attendrai*

*Je n'attendrai pas dans l'espoir pur  
Parce que dans mon temps d'attente  
C'est un temps de quoi faire.  
Je me méfierai de ceux qui viendront me dire,  
D'une voix douce et pleine de précautions :  
Il est dangereux d'agir,  
Il est dangereux de parler,  
Il est dangereux de marcher,  
Il est dangereux d'espérer, de la manière que tu espères,  
Parce que ceux-là refusent la joie de ton arrivée.  
Je me méfierai aussi de ceux qui viendront me dire  
Avec des mots faciles, que tu es déjà arrivée,  
Car ceux là, en t'annonçant ingénument,  
Plutôt te dénoncent*

*Je serai à la préparation de ton arrivée  
Comme le jardinier qui prépare le jardin  
Pour la rose qui s'ouvrira au printemps*

*Paulo Freire  
Genève, Mars 1971*